Plan Local d'Urbanisme intercommunal

# 7.1.3.5 - Taxe d'aménagement majorée

- Plan Local d'Urbanisme Intercommunal approuvé par délibération du Conseil de Territoire en date du 11/12/2024
- Mise à jour n°1 des annexes par arrêté du Président de l'EPT Vallée Sud - Grand Paris daté du 30/04/2025

Vallée Sud
Grand Paris

valleesud.fr

REPUBLIQUE FRANCAISE

Ville d'
ANTONY

DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE

ARRONDISSEMENT D'ANTONY

# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
# SEANCE DU 26 SEPTEMBRE 2013

L'an deux mille treize, le 26 septembre à dix-neuf heures,

Le CONSEIL MUNICIPAL de la Ville d'ANTONY, dûment convoqué le 20 septembre 2013 s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. le Maire.

Le nombre des membres composant le conseil est de 45, dont 45 sont en exercice et 35 présents à cette séance.

**PRESENTS** : M. SENANT, Mme DEVEDJIAN, M. LE BOURHIS, Mme BERGEROL, M. DOVA, Mme ROLLAND, Mme MARLET, M. SERIN, M. MARTIN, M. LEGRAND, Mme GONIN, Mme NGUYEN, Mme BUGAT, M. SIMON, Mme LEON, M. LE LAMER, M. OLLIVRY, Mme MESSAOUDI, M. VOULDOUKIS, Mme BOUCHET-LEMOINE, Mme AGUILAR, M. MEDAN, M. NEHME, Mme DUMOULIN, M. ADDA-HALIMI, Mme COLMEZ, Mme CHARRIER, M. RIVET, Mme LE NEOUANNIC, M. MEUNIER, Mme BUZELIN, M. RUFAT, Mme LEMMET, M. FAU, M. EDOUARD.

Lesquels forment la majorité des membres en exercice du Conseil Municipal et peuvent valablement délibérer aux termes de l'article L 2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Conseillers excusés ayant donné pouvoir:**

| | | | |
|---|---|---|---|
| M. COLIN | à M.SIMON | Mme COVI | à Mme BUGAT |
| Mme COTTENCEAU | à Mme DEVEDJIAN | Mme BATTU | à Mme AGUILAR |
| Mme ZERAH | à M. LEGRAND | M. FOUQUET | à M. MARTIN |
| M. GUEVEL | à M. SENANT | M. MOHAMMEDI | à Mme GONIN |
| M. FIE | à M. MEUNIER | | |

**Conseiller absent:** Mme PEGANG,

**La présente délibération a été adoptée par :**

35 voix POUR
3 voix CONTRE
6 voix ABSTENTION
N'AYANT PAS PRIS PART AU VOTE

**OBJET : FIXATION DU NOUVEAU TAUX DE LA TAXE D'AMENAGEMENT ET D'UN TAUX MAJORE DANS LE SECTEUR JEAN ZAY.**

Le CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 331-1 et suivants ;

VU sa délibération du 14 octobre 2011 instituant une taxe d'aménagement au taux de 4 % ;

CONSIDERANT que l'article L. 331-15 prévoit que le taux de la part communale de la taxe d'aménagement puisse être augmenté jusqu'à 20 % dans certains secteurs, si la réalisation de travaux substantiels de voirie ou de réseaux ou la création d'équipements publics généraux sont rendues nécessaires pour admettre des constructions ;

CONSIDERANT que le secteur n° 2 délimité au plan joint nécessite, en raison de l'importance des constructions à édifier dans ce secteur, la réalisation a minima de travaux et d'équipements publics dont la liste suit :

- un groupe scolaire,

- une crèche,

- un équipement public de proximité à définir,

- la création et le réaménagement de voiries et autres espaces publics, le renforcement de réseaux.

Après en avoir délibéré ;

ARTICLE 1er – Institue sur le secteur n° 1 délimité au plan joint, la taxe d'aménagement au taux de 5%.

ARTICLE 2 – Institue sur le secteur n° 2 délimité au plan joint, la taxe d'aménagement au taux de 20 %.

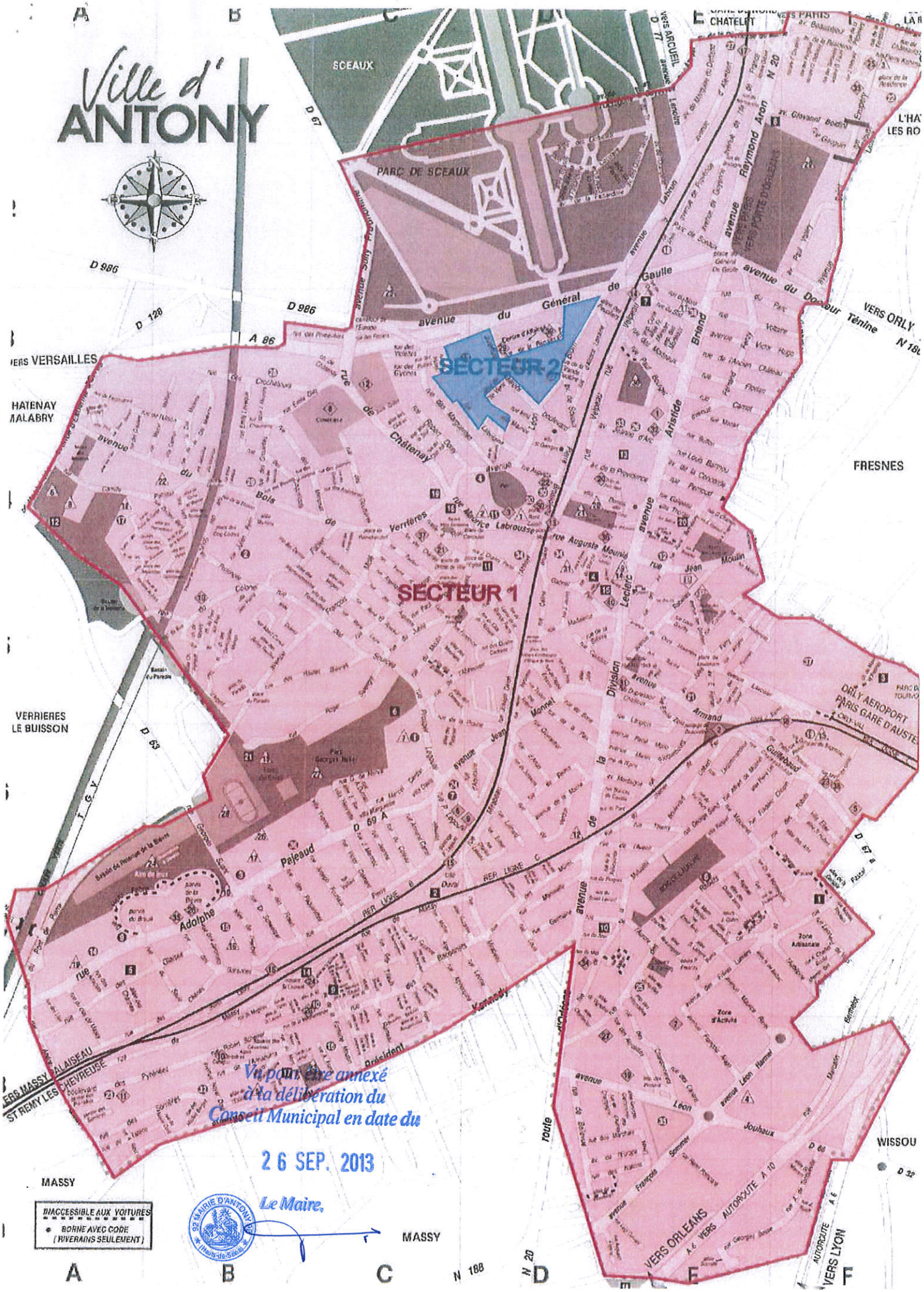
ARTICLE 3 – Reporte la délimitation de ces secteurs dans les annexes du Plan Local d'Urbanisme (PLU) à titre d'information.

Suivent les signatures

.....

Pour extrait conforme
Le Maire

Publié ou notifié le 27 Septembre 2013
Reçu en Préfecture le 27 Septembre 2013
Certifié exécutoire le 27 Septembre 2013
par application de la loi du 22 juillet 1982
LE MAIRE

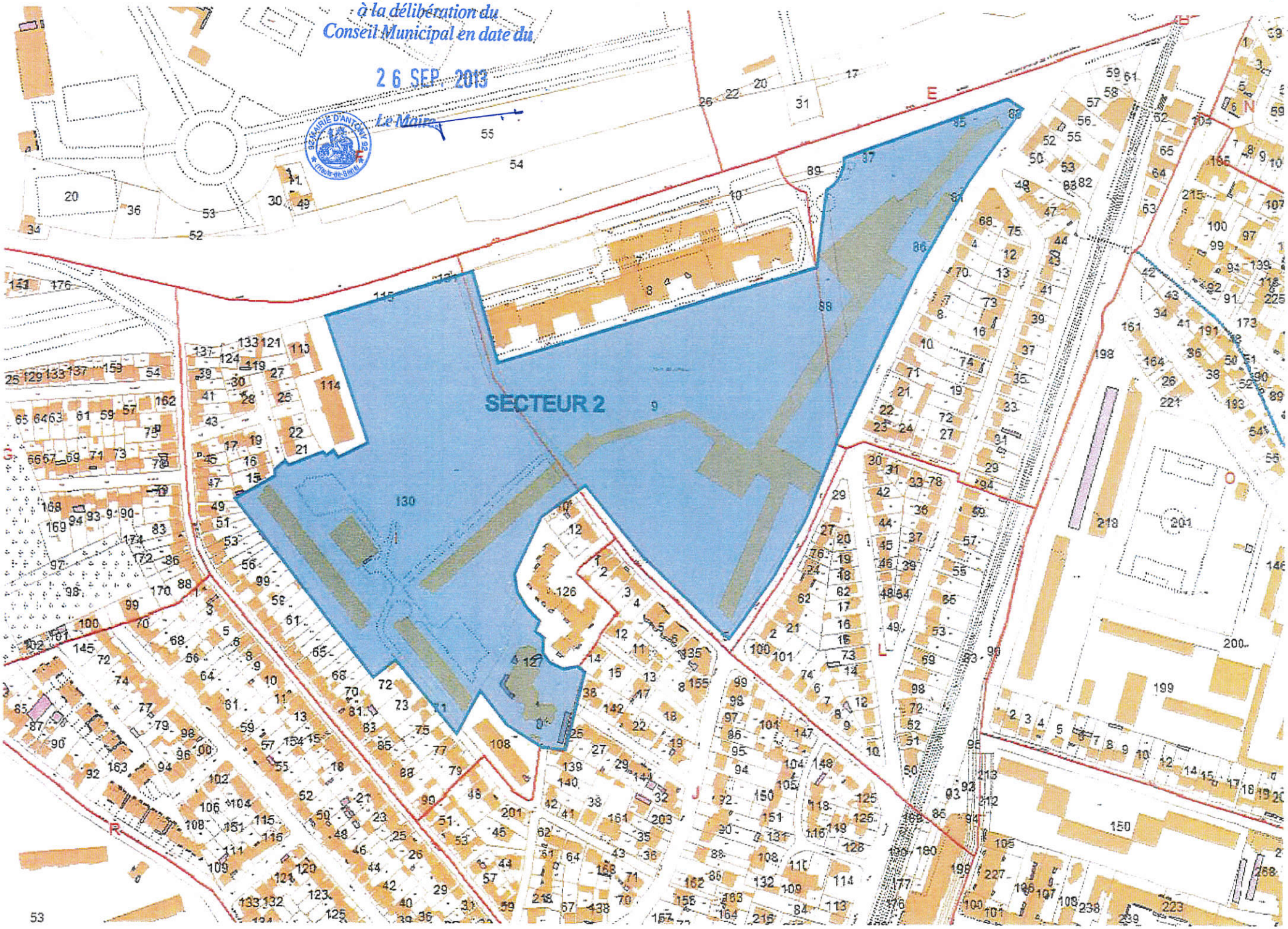

Ville d'
ANTONY
SECTEUR 2
SECTEUR 1
PARC DE SCEAUX
SCEAUX
FRESNES
VERRIERES LE BUISSON
HATENAY MALABRY
VERS VERSAILLES
MASSY
WISSOU
VERS ORLY
VERS ORLEANS
VERS LYON
VERS PARIS CHATELET
ORLY AEROPORT PARIS GARE D'AUSTE
D 986
D 128
A 86
D 63
D 67
D 20
N 20
N 188
RER LIGNE B
RER LIGNE C
TGV
Vu pour être annexé
à la délibération du
Conseil Municipal en date du
26 SEP. 2013
Le Maire,
92 MAIRIE D'ANTONY Hauts-de-Seine
INACCESSIBLE AUX VOITURES
BORNE AVEC CODE
( RIVERAINS SEULEMENT )

*Vu pour être annexé*
*à la délibération du*
*Conseil Municipal en date du*

2 6 SEP. 2013

*Le Maire*

MAIRIE D'ANTONY 92



Rapporteur : M. MARTIN

# SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

# DU 26 JUIN 2014

7

oOo

## TAXE D'AMENAGEMENT : MODIFICATION DU SECTEUR N°2

oOo

## RAPPORT

Par délibération en date du 26 septembre 2013, la Ville a institué sur l'ensemble du territoire communal la taxe d'aménagement au taux de 5% sauf pour le secteur RUA appelé secteur n°2, où le taux est de 20%.

Dans ce secteur, la nécessité de réaliser des travaux substantiels de voirie, de réseaux et d'équipements publics en raison de constructions futures a incité la fixation d'un taux majoré.

En effet, la construction de nombreux logements sur le secteur n°2 va induire des travaux de voirie et de renforcement de réseaux ainsi que la construction d'une crèche et d'équipements scolaires et de proximité (à définir) nécessitant la fixation d'un taux de 20%.

Les parcelles I 110 et I 114, limitrophes au secteur n°2 et constituant une seule unité foncière sont susceptibles de muter. Compte tenu de leur localisation et de leurs caractéristiques (dimension, desserte, constructibilité ...), il apparaît judicieux de les intégrer au secteur n°2.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir modifier le secteur n°2 tel qu'indiqué sur le plan joint en intégrant ces deux nouvelles parcelles et de reporter cette modification dans les annexes du Plan Local de l'Urbanisme à titre d'information.

**OBJET : TAXE D'AMENAGEMENT : MODIFICATION DU SECTEUR N°2**

Le CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 331-1 et suivants ;

VU la délibération du Conseil Municipal du 26 septembre 2013 instituant un secteur n°2 avec une taxe d'aménagement au taux de 20% ;

CONSIDERANT que l'article L. 331-15 prévoit que le taux de la part communale de la taxe d'aménagement puisse être augmenté jusqu'à 20% dans certains secteurs, si la réalisation de travaux substantiels de voirie ou de réseaux ou la création d'équipements publics généraux sont rendus nécessaires pour admettre des constructions ;

CONSIDERANT que les parcelles I 110 et I 114, limitrophes du secteur n°2 et constituant une seule unité foncière sont susceptibles de muter ;

CONSIDERANT que ces parcelles doivent donc être intégrées au secteur n°2 compte tenu de leur localisation et de leurs caractéristiques ;

Après en avoir délibéré ;

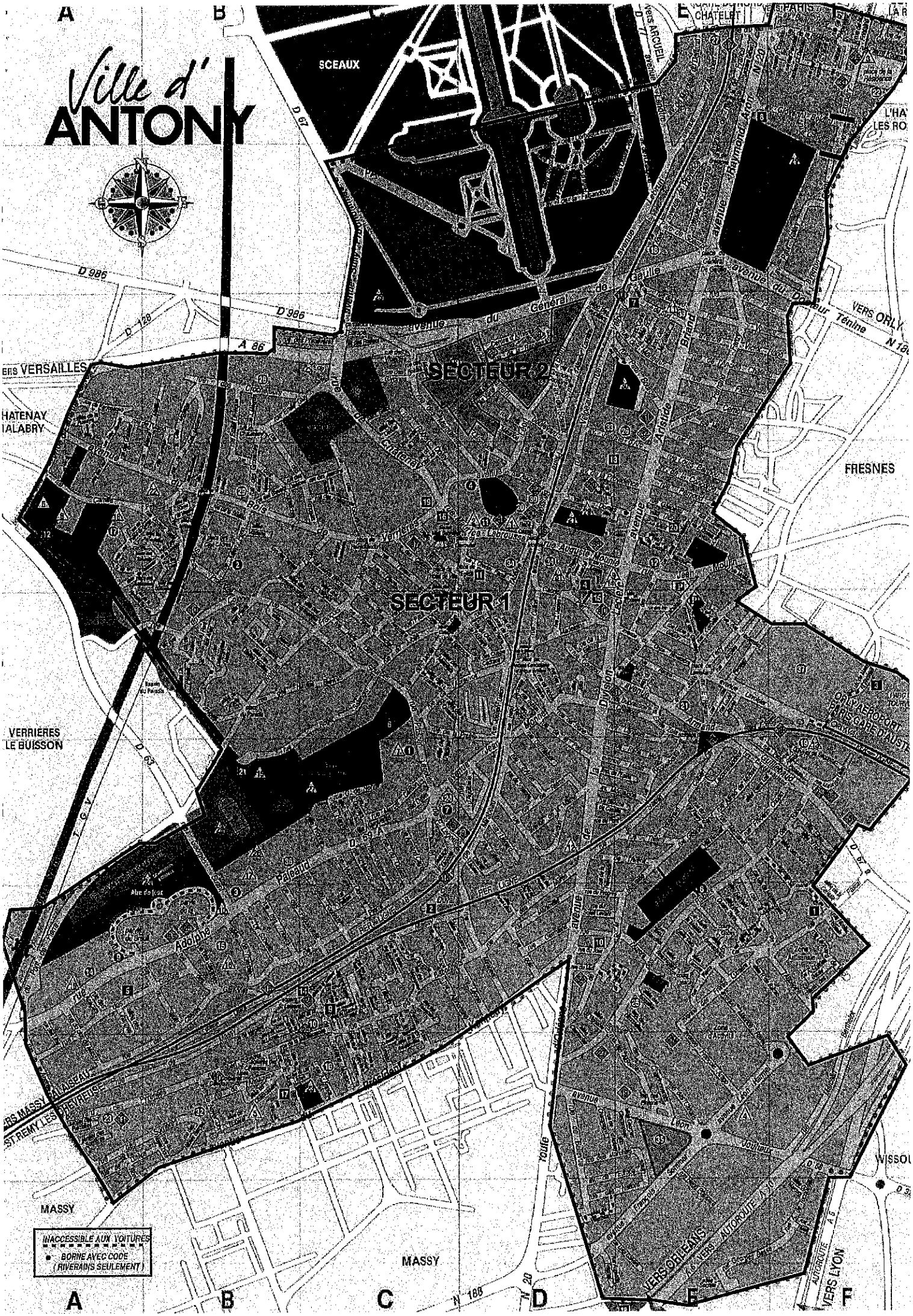
ARTICLE 1er – Décide de modifier le périmètre du secteur n°2 tel qu'indiqué sur le plan annexé à la présente délibération.

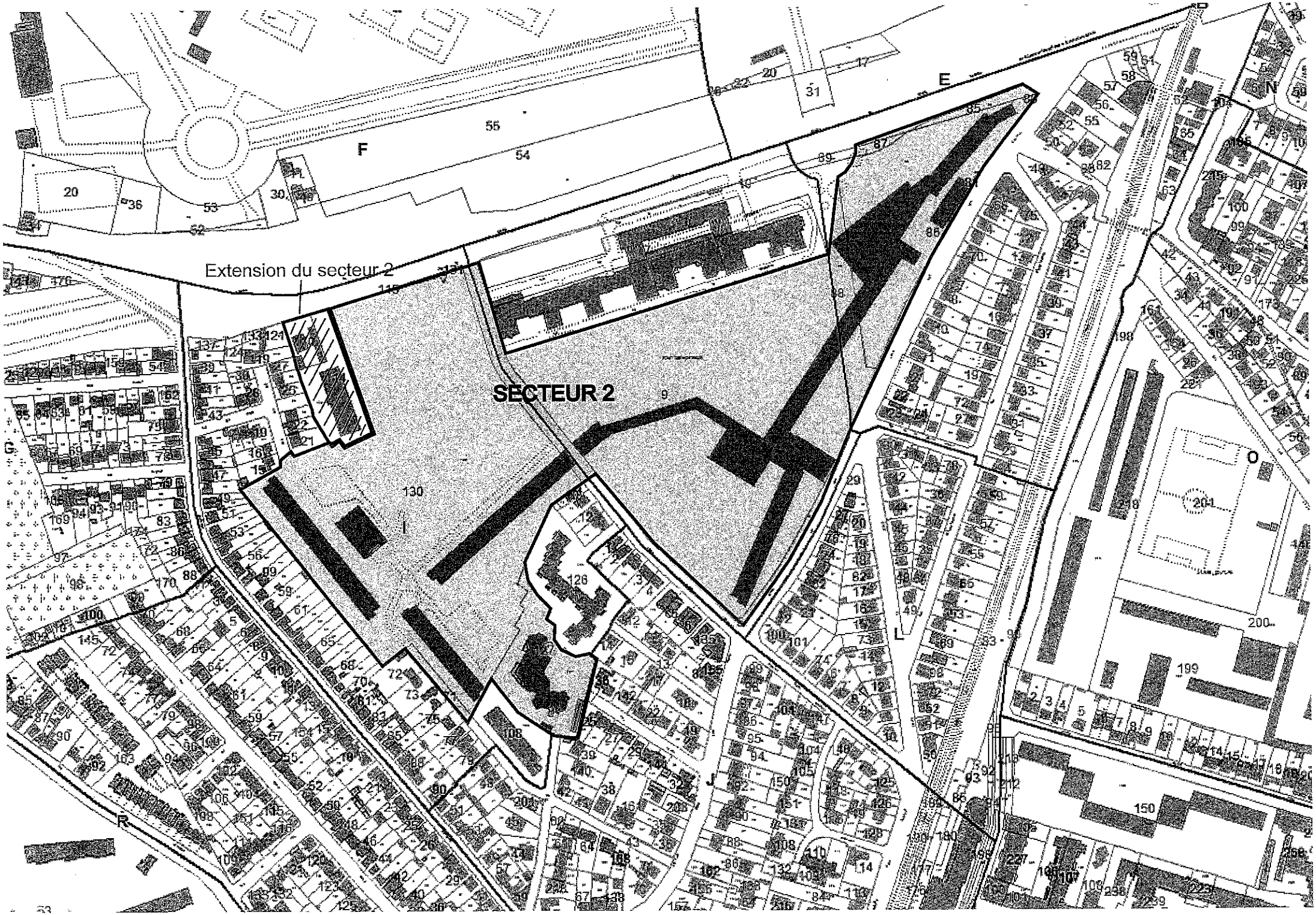
ARTICLE 2 – Reporte la délimitation de cette modification du secteur n°2 dans les annexes du Plan Local d'Urbanisme (PLU) à titre d'information.

Suivent les signatures

.....

Pour extrait conforme
Le Maire


Ville d'
ANTONY
SECTEUR 2
SECTEUR 1
SCEAUX
FRESNES
VERRIERES
LE BUISSON
MASSY
VERS VERSAILLES
VERS ORLY
VERS ORLEANS
VERS LYON
INACCESSIBLE AUX VOITURES
BORNE AVEC CODE
(RIVERAINS SEULEMENT)


Extension du secteur 2
SECTEUR 2

REPUBLIQUE FRANCAISE

ville Antony

DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE

ARRONDISSEMENT D'ANTONY

# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL **SEANCE DU 30 SEPTEMBRE 2021**

L'an deux mille vingt et un, le 30 Septembre à vingt heures,

Le CONSEIL MUNICIPAL de la Ville d'ANTONY, dûment convoqué le 24 Septembre 2021 s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. le Maire.

Le nombre des membres composant le conseil est de 49, dont 49 sont en exercice et 42 présents à cette séance.

**PRESENTS** : M. SENANT, Mme PRECETTI, M. MEDAN, Mme ROLLAND, M. COLIN, Mme SANSY, M. HUBERT, Mme VERET, M. NEHME, Mme GENEST, M. AIT-OUARAZ, Mme LEON, M. REYNIER, Mme LEMMET, M. VOULDOUKIS, M. DI PALMA, M. KALONJI, M. ARJONA, Mme FAURET, M. PEGORIER, Mme ENAME, Mme ZAMBARDJOUDI, M. GOULETTE, M. BEN ABDALLAH, Mme BERTHIER, Mme PHAM-PINGAL, Mme AUBERT, M. FOYER, M. PASSERON, Mme GALLI, Mme PAULY, Mme EL MEZOUED, Mme ASCHEHOUG, Mme HUARD, M. PARISIS, Mme REMY-LARGEAU, M. MAUGER, M. MONGARDIEN, Mme CHABOT, Mme DESBOIS, Mme LAJEUNIE, M. HOBEIKA.

Lesquels forment la majorité des membres en exercice du Conseil Municipal et peuvent valablement délibérer aux termes de l'article L 2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Conseillers excusés ayant donné pouvoir :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Mme SCHLIENGER | à Mme PRECETTI | M. GIORIA | à Mme VERET |
| M. LEGRAND | à M. NEHME | Mme MACIEIRA-DUMOULIN | à M. AIT-OUARAZ |
| M. BENSABAT | à M. SENANT | Mme RAFIK | à Mme ZAMBARDJOUDI |
| M. CELESTIN | à Mme LAJEUNIE | | |

M. PASSERON est désigné comme secrétaire.

**La présente délibération a été adoptée par :**

41 voix POUR
voix CONTRE
08 voix ABSTENTION
N'AYANT PAS PRIS PART AU VOTE

**OBJET : TAXE D'AMENAGEMENT : EXTENSION DU PERIMETRE DU SECTEUR N°4 A TAUX MAJORE DANS LE QUARTIER ANTONYPOLE**

Le CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 331-1 et suivants ;

VU la délibération du conseil municipal du 8 décembre 2016 instituant un secteur n°4 correspondant au périmètre de candidature à l'appel à projets « Inventons la Métropole du Grand Paris », à un taux majoré de la part communale de la taxe d'aménagement à 20 %, en raison de l'importance des constructions à édifier dans ce secteur limitrophe de la gare Antonypole de la future ligne 18 du Grand Paris Express ;

CONSIDERANT que l'article L. 331-15 prévoit que le taux de la part communale de la taxe d'aménagement puisse être augmenté jusqu'à 20% dans certains secteurs, si la réalisation de travaux substantiels de voirie ou de réseaux ou la création d'équipements publics généraux sont rendus nécessaires en raison de l'importance des constructions nouvelles édifiées dans ces secteurs ;

CONSIDERANT que l'élargissement du périmètre du secteur Antonypole aux parcelles limitrophes constituant un secteur unique cohérent va nécessiter la réalisation de nouveaux travaux substantiels de voirie et de réseaux et la création de nouveaux équipements publics généraux dont la liste suit :

- Un groupe scolaire de 14 classes,
- Une crèche de 60 berceaux,
- Un équipement de quartier et un gymnase,
- Des réaménagements de voirie existants, la création d'une nouvelle voie et de mails piétons.

CONSIDERANT qu'il apparaît pertinent d'étendre le périmètre du secteur n° 4 à taux majoré, conformément au plan joint et comprenant les parcelles listées en annexe ;

Après en avoir délibéré ;

ARTICLE 1er – Décide de modifier le périmètre du secteur n°4 tel qu'indiqué au plan joint, comprenant les parcelles listées en annexe, et d'y instituer la taxe d'aménagement au taux communal de 20 %.

ARTICLE 2 – Reporte la délimitation de cette modification du secteur n°4 dans les annexes du Plan Local d'Urbanisme (PLU) à titre d'information.

Publié [redacted] le - 1 OCT. 2021
Reçu en préfecture le - 1 OCT. 2021
Certifié exécutoire le - 1 OCT. 2021
par application de la loi du 22 juillet 1982
LE MAIRE

Suivent les signatures

Pour extrait conforme
Le Maire

*Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Municipal en date du*

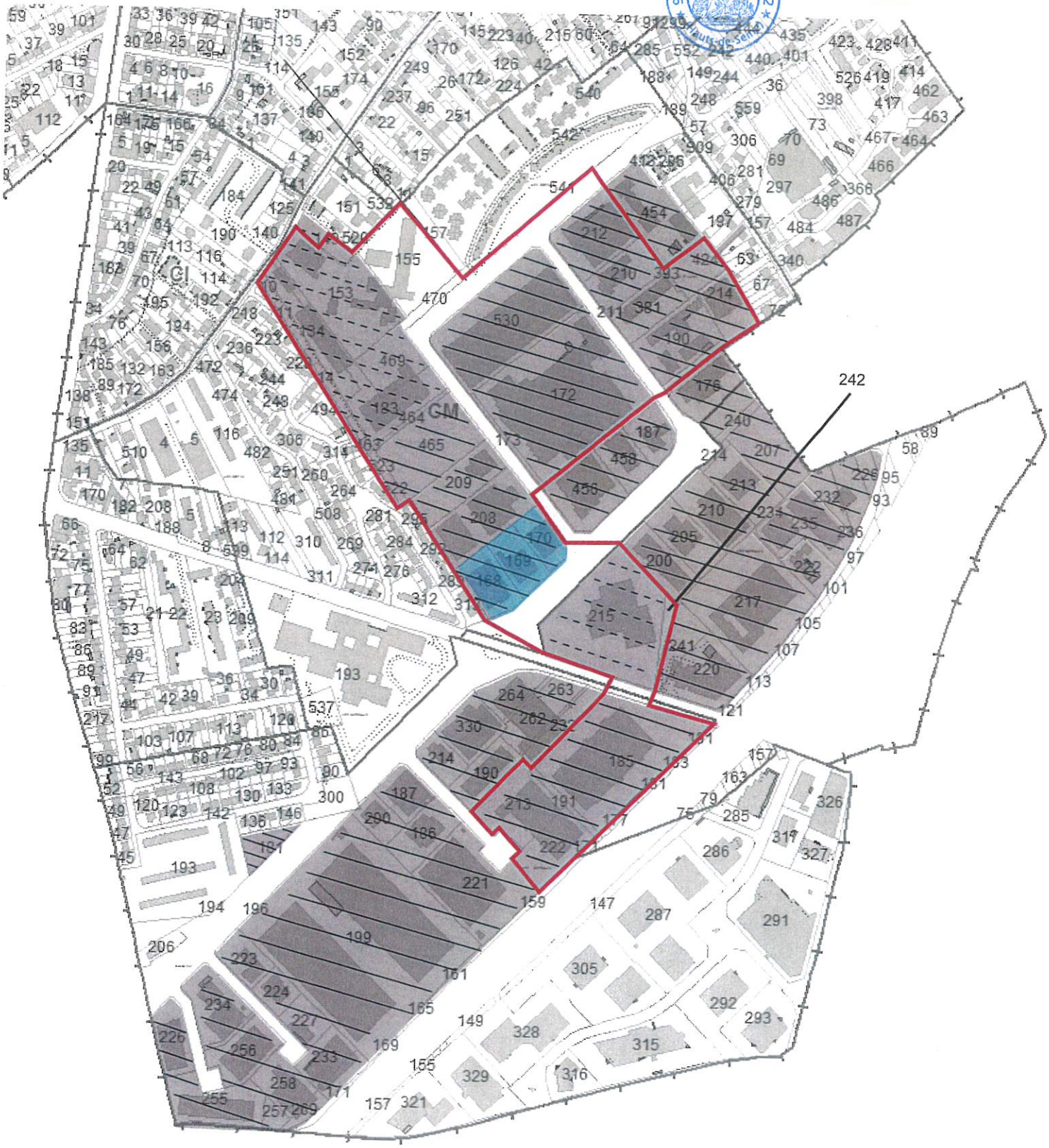
30 SEP. 2021

*Le Maire,*

92 MAIRIE D'ANTONY 92 Hauts-de-Seine

# Antonypole

## Taxe d'Aménagement




Périmètre secteur n°4 à taux majoré à 20% (part communale)

Annexé à la délibération du 30 septembre 2021
Liste des parcelles cadastrales comprises dans le secteur n°4 étendu au taux de TA (part communale) de 20%

| |
|---|
| CM-10 |
| CM-11 |
| CM-12 |
| CM-13 |
| CM-14 |
| CM-15 |
| CM-16 |
| CM-155 |
| CM-155 |
| CM-157 |
| CM-157 |
| CM-168 |
| CM-169 |
| CM-170 |
| CM-172 |
| CM-173 |
| CM-183 |
| CM-190 |
| CM-190 |
| CM-381 |
| CM-464 |
| CM-465 |
| CM-469 |
| CM-470 |
| CM-134 |
| CM-149 |
| CM-153 |
| CM-208 |
| CM-209 |
| CM-210 |
| CM-212 |
| CM-214 |
| CM-424 |
| CM-462 |
| CM-463 |
| CM-522 |
| CM-523 |
| CM-530 |
| CM-530 |
| CO-215 |
| CO-242 |
| CP-185 |
| CP-191 |
| CP-213<br>CP-222 |

*Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Municipal en date du*

30 SEP. 2021

*Le Maire,*

92 MAIRIE D'ANTONY 92 (Hauts-de-Seine)

Plan Local d'Urbanisme intercommunal

# 7.2.3.7 Taxe d'aménagement majorée

Vallée Sud
Grand Paris
valleesud.fr

N

SANOFI : 10,4% - délibération du 17/11/15

Mathurins : 20% - délibération du 08/11/16
Secteurs de projet : 20% - délibération du 01/10/19

Aristide Briand : 9% - délibération du 14/11/17

Pasteur : 14% - délibération du 13/11/18

Croizat Fortin Blanchard : 10% - délibération du 01/10/19

0 100 200 Mètres

SIG VSGP - CD92 - DGFIP 2019

Plan Local d'Urbanisme intercommunal

# 7.4.3.5 Taxe d'aménagement

- Plan Local d'Urbanisme Intercommunal approuvé par délibération du Conseil de Territoire en date du 11/12/2024
- Mise à jour n°1 des annexes par arrêté du Président de l'EPT Vallée Sud - Grand Paris daté du 30/04/2025

Vallée Sud
Grand Paris

valleesud.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE LIBERTÉ ÉGALITÉ FRATERNITÉ

CHÂTENAY-MALABRY

**Délibération n° 2025-059**

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**
**SÉANCE DU 3 AVRIL 2025**

**URBANISME - TRAVAUX**

**Instauration d'un taux majoré de Taxe d'Aménagement suite à l'approbation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal.**

L'an deux mille vingt-cinq, le trois avril à dix-neuf heures et trente minutes, le CONSEIL MUNICIPAL de la commune de CHÂTENAY-MALABRY légalement convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Carl SEGAUD, Maire de Châtenay-Malabry.

**VOTE**

**ADOPTÉ**

Pour : 39
Contre : 0
Abstention : 0
Non exprimé : 0

**PRÉSENTS**

M. Carl SEGAUD, M. Jean-Louis GHIGLIONE, Mme Pénélope FRAISSINET, M. Patrick BACHELIER, Mme Irène TSILIKAS, M. Élie DE SAINT-JORES, Mme Françoise PEYTHIEUX, M. Gilles DEBROSSE, Mme Mariam SHARSHAR, M. Marc FEUGÈRE, Mme Sylvie BOËZENNEC, M. Franck DEBRAY, Mme Dianga SALL, M. Mustapha KORDJANI, Mme Taousse GUILLARD, Mme Zenab SOURY, M. Freddy NAYAGOM, M. Roger ROLAO, M. Patrick DESSEN, M. Georges SIFFREDI, Mme Adeline LÉON, Mme Mélanie DEFACQ-MULLER, Mme Marie-Thérèse AUFFRET, M. Jean-Pierre PEYRAT, Mme Marie-Louise HERVÉ, Mme Anne-Marie JOUËT, Mme Michèle CANET, M. Christian LEMOINE, Mme Barbara GUTGLAS, M. Jean-Guillaume DEFRANCE

**ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR**

Mme Isabelle BARROSO-BULCKAEN donne procuration à M. Jean-Louis GHIGLIONE
M. Philippe AMRAM donne procuration à M. Élie DE SAINT-JORES
Mme Laurence QUEMERC'H donne procuration à M. Georges SIFFREDI
M. Ruddy COQUIN donne procuration à Mme Taousse GUILLARD
M. Bruno PEYTOUR donne procuration à Mme Irène TSILIKAS
Mme Viorelia ROMAN donne procuration à Mme Marie-Louise HERVÉ
M. Jean-Marc BALTZER donne procuration à M. Jean-Pierre PEYRAT
Mme Maty SENE donne procuration à Mme Michèle CANET
M. Pierre BOUDIER donne procuration à M. Christian LEMOINE

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE**

M. Élie DE SAINT-JORES

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29,

**VU** les articles 1635 quater A et suivants du Code général des impôts,

**VU** l'ordonnance n° 2022-883 en date du 14 juin 2022 relative au transfert à la Direction générale des Finances publiques de la gestion de la Taxe d'Aménagement et de la part logement de la redevance d'archéologie préventive,

**VU** la délibération n° 105 en date du 29 septembre 2011 fixant le taux communal de la Taxe d'Aménagement,

**VU** la délibération n° 070 en date du 2 juillet 2015 instaurant un taux majoré de la Taxe d'Aménagement,

**VU** la délibération n° 110 en date du 22 novembre 2018 rétablissant la Taxe d'Aménagement dans l'ancienne ZAC des Friches et des Houssières,

**VU** le Plan Local d'Urbanisme intercommunal approuvé par délibération n° CT 2024/105 du 11 décembre 2024,

**CONSIDÉRANT** que le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal a été approuvé le 11 décembre 2024 par délibération du Conseil de Territoire de l'Établissement Public Territorial Vallée Sud - Grand Paris (N° CT 2024/105),

**CONSIDÉRANT** que les délibérations relatives à la part communale de la Taxe d'Aménagement visaient des zones identifiées au plan de zonage du Plan Local d'Urbanisme, à savoir les zones UP, UZ et UZa,

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu d'établir, par une nouvelle délibération du Conseil Municipal, les taux de la part communale de la Taxe d'Aménagement en visant les zones du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal identifiées au document « 6.5 plan de zonage ».

**CONSIDÉRANT** la nécessité de maintenir un niveau élevé d'équipements et de services à la population et les besoins d'équipements pour accompagner le développement de la Ville dans un contexte de baisse des dotations de l'État aux collectivités locales,

**CONSIDÉRANT** qu'il convient toutefois de distinguer les constructions et les agrandissements des maisons individuelles, qui impactent moins les besoins nouveaux en équipements,

**CONSIDÉRANT** la saisine de la commission n° 4 « Urbanisme, Travaux, Mobilités, Énergie, Environnement urbain »,

**SUR PROPOSITION** de Mme SHARSHAR, rapporteur de ce dossier,

**APRÈS** en avoir délibéré,

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1**
D'instituer le taux de la part communale de la Taxe d'Aménagement à 10 % sur l'ensemble du territoire communal à l'exception de la zone pavillonnaire (zone U1b* du plan de zonage 6.5 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal) où le taux est maintenu à 5 %.

**ARTICLE 2**
D'inscrire les recettes au budget communal.

**ARTICLE 3**
La présente délibération sera adressée à :
- Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine
- Madame le Comptable Public
- La Direction Générale des Finances Publiques

Fait et délibéré les jours, mois et an ci-dessus et ont signé le registre les membres présents.

**Le Maire**
**Carl SEGAUD**

**Secrétaire de séance**
**M. Élie DE SAINT-JORES**

**Délibération**
**Reçue en Préfecture le :** 09 AVR 2025
**Publiée ou affichée ou notifiée le :** 09 AVR 2025
**Certifiée exécutoire par le Maire**
**En application de l'article L.2131-1 du C.G.C.T**

*La présente délibération peut être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication :*
*- soit par un recours gracieux, adressé à Monsieur le Maire, en recommandé avec accusé de réception ;*
*- soit par un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise (2-4 Bld de l'Hautil BP 30322 95027 Cergy-Pontoise Cedex), en recommandé avec accusé de réception ou via « Télérecours Citoyens » accessible sur le site internet www.telerecours.fr .*
*Après un recours gracieux, le délai de recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de ce recours. L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois à compter de la réception du recours gracieux vaut rejet implicite.*

Plan Local d'Urbanisme intercommunal

# 7.5.3.9 - Taxe d'aménagement majorée

- Plan Local d'Urbanisme Intercommunal approuvé par délibération du Conseil de Territoire en date du 11/12/2024
- Mise à jour n°1 des annexes par arrêté du Président de l'EPT Vallée Sud - Grand Paris daté du 30/04/2025
- Modification simplifiée n°1 du PLUi approuvée par délibération du Conseil de Territoire en date du 10/12/2025
- Mise à jour n°2 des annexes par arrêté du Président de l'EPT Vallée Sud - Grand Paris daté du 06/02/2026

Vallée Sud
Grand Paris

valleesud.fr

Envoyé en préfecture le 07/10/2025
Reçu en préfecture le 07/10/2025
Publié le 07/10/2025
ID : 092-219200201-20250924-DELIB2025102-DE

VILLE DE
**Châtillon**

# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

## SEANCE DU 24 SEPTEMBRE 2025

**Nombre de membres :**

**Composant le Conseil municipal : 39**

**En exercice : 39**

**Présents : 25**

**N° 2025/102**

**Actualisation des taux de la taxe d'aménagement suite à l'approbation du PLUi**

**L'AN DEUX MILLE VINGT CINQ, LE VINGT-QUATRE SEPTEMBRE A DIX-HUIT HEURES** les membres composant le conseil municipal de la commune de Châtillon (92320) se sont réunis au nombre de 25 à la Folie Desmares, sous la présidence de **Mme Nadège AZZAZ, Maire**, à la suite de la convocation qui leur a été adressée le 18/09/2025.

**Présents** :
**Mme AZZAZ, La Maire,**
Mme DORFIAC, M. JACQUOT, Mme MONTSENY, M. WIDLOECHER, M. ADJROUD, Mme GILLARD, M. VAUDOUR, M. JOUENNE, Mme FALI, M. MOUTON, **Adjoints à la Maire,**
M. COLLEOC, M. FERRE, M. GARCIA, Mme CANAGUIER, Mme PAVAGEAU, Mme MENDY, M. BOST, Mme NEBOR, M. MANDABA, M. ROGISSARD, M. JACQUET, Mme BRACH, M. HAUCHARD, Mme HUBER, **Conseillers Municipaux**.
Lesquels formant la majorité des membres en exercice peuvent délibérer valablement en exécution de l'article L.2121–17 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

**Absents représentés ayant donné pouvoir :**
Mme GOURIET à M. JACQUOT, Mme CHALVIN à Mme FALI, M. PEYRONNET à M. WIDLOECHER, Mme NGUYEN à M. ADJROUD, Mme GUERTIN à Mme DORFIAC, M. RIPAULT à M. VAUDOUR, Mme ACEVEDO CARO à Mme AZZAZ, M. DYRSZKA à Mme GILLARD

**Absents :**
M. GAZO, Mme LAFFORE-MYSLIWICE, Mme DOS SANTOS, Mme GUILLERM, M. LEFEVRE et M. THAY ;

**Secrétaire de séance :**
La Présidente ayant ouvert la séance et l'appel nominal ayant été fait, il a été procédé, en conformité de l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), à l'élection d'un **secrétaire** pris au sein du conseil municipal pour la présente session.

**Madame MONTSENY,** ayant obtenu l'unanimité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle accepte.

Ces formalités remplies.



*Le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale compétente et/ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.*

Envoyé en préfecture le 07/10/2025
Reçu en préfecture le 07/10/2025
Publié le 07/10/2025
ID : 092-219200201-20250924-DELIB2025102-DE

## LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment les articles L331-1 et suivants,

Vu le code général des impôts et ses annexes, et notamment les articles 1635 quater A à 1635 quater T, l'article 1639 A et l'article 328 W de l'annexe III,

Vu l'ordonnance n°2022-883 en date du 14 juin 2022 relative au transfert à la direction générale des finances publiques de la gestion de la taxe d'aménagement et de la part logement de la redevance d'archéologie préventive,

Vu la délibération n°2015/75 du conseil municipal de la commune de Châtillon en date du 23/09/2015 portant actualisation du taux de la taxe d'aménagement applicable à Châtillon,

Vu la délibération n°2018/91 du conseil municipal de la commune de Châtillon en date du 22/11/2018 instaurant la majoration de la part communale de la taxe d'aménagement,

Vu la délibération n° CT 2024/105 du 11/12/2024 du conseil de territoire de l'établissement public Vallée Sud Grand Paris approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi),

Vu la délibération n° 2025/68 du conseil municipal de la commune de Châtillon en date du 25/06/2025 relative à l'actualisation des taux de la taxe d'aménagement suite à l'approbation du PLUi,

Vu le courrier de Monsieur le sous-préfet d'Antony et de Boulogne-Billancourt enjoignant la commune à procéder à la modification de la délibération n°2025/68 précitée, au motif que celle-ci ne respecte pas certaines dispositions légales,

Considérant que les délibérations n°2015/75 et n°2018/105 relatives à la part communale de la taxe d'aménagement visaient les zones du plan de zonage de l'ancien Plan Local d'Urbanisme (PLU),

Considérant que les taux fixés par ces délibérations étaient les suivants :

- 5% en zone UD ;
- 10% en zone UFa, UFb, UFc, UFd, UFe ;
- 18% en zone UBc (hors site de l'ONERA), UDt, Uds ;
- 20% en zone UAc, UAcv, UApn, UBa, UBb et le site de l'ONERA ;

Considérant que le PLUi, approuvé le 11 décembre 2024, s'impose désormais comme le document d'urbanisme de référence, et qu'il y a donc lieu de mettre à jour les taux de la part communale de la taxe d'aménagement sur la base des nouvelles zones définies dans le document « 6.6 Plan de zonage Châtillon » du PLUi, annexé à la présente délibération,

Considérant qu'en application de l'article 1635 quater M du code général des impôts, le taux de taxe d'aménagement fixé par une commune ou un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ne peut être inférieur à 1 % et ne peut excéder 5 %,

Considérant qu'en application de l'article 1635 quater N du code général des impôts, le taux de la part communale de la taxe d'aménagement peut être augmenté jusqu'à 20 %



*Le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale compétente et/ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.*

Envoyé en préfecture le 07/10/2025
Reçu en préfecture le 07/10/2025
Publié le 07/10/2025
ID : 092-219200201-20250924-DELIB2025102-DE

dans certains secteurs si l'importance des constructions nouvelles édifiées dans ces secteurs rend nécessaire la réalisation de travaux substantiels de voirie ou de réseaux, de restructuration ou de renouvellement urbain pour renforcer l'attractivité des zones concernées et pour réduire les incidences liées à l'accroissement local de la population, ou la création d'équipements publics généraux,

Considérant la nécessité de maintenir un niveau élevé d'équipements et de services à la population pour accompagner le développement de la ville dans un contexte de croissance démographique et de baisse des dotations de l'État aux collectivités territoriales, justifiant ainsi la majoration de la taxe d'aménagement sur certains secteurs,

Considérant qu'il est nécessaire d'adapter le taux de la taxe d'aménagement à l'impact effectif des projets sur les charges de la collectivité, tout en garantissant une équité fiscale entre les différents tissus urbains,

Considérant que la zone U1a*, à dominante pavillonnaire, se caractérise par une urbanisation peu dense au sein de laquelle les projets de construction ou d'extension de maisons individuelles génèrent un besoin limité en nouveaux équipements publics ;

Considérant que la zone U5g, à vocation exclusivement économique, se distingue par des constructions principalement tertiaires, dont l'impact en matière d'équipements publics se concentre essentiellement sur la voirie et les aménagements d'espaces publics,

Considérant que les zones U2d, U3e, U4c, U6, U7, UPCh1b, UPCh1d et UPCh2, à dominante d'habitat collectif ou d'équipements structurants, sont des secteurs appelés à recevoir des constructions denses, dont l'impact sur les charges de la collectivité en termes d'équipements publics est élevé,

Considérant qu'en application de l'article 328 W de l'annexe III du code général des impôts, les taux spécifiques de la taxe d'aménagement sont définis par référence au plan cadastrale à la date de la délibération les instituant, et qu'en conséquence il convient d'abroger la délibération n° 2025/68 du 25/06/2025 au motif que celle-ci ne respecte pas cette disposition,

**APRES EN AVOIR DELIBERE**
**A L'UNANIMITE,**

**ABROGE** les anciennes délibérations municipales n°2015/75, n°2018/91 et n°2025/68 relatives à la part communale de la taxe d'aménagement ;

**FIXE,** pour la part communale de la taxe d'aménagement, les nouveaux taux suivants aux parcelles qui les concernent :

- 5% en zone U1a* ;
- 10% en zone U5g ;
- 20% pour les zones U2d, U3e, U4c, U6, U7, UPCh1b, UPCh1d, UPCh2 ;

Pour les taux majorés de 10% et 20%, les parcelles concernées sont listées en annexe de la présente délibération ;
Pour le taux de droit commun de 5%, les parcelles concernées sont constituées par le reste du territoire ;

**DECIDE** d'exonérer les abris de jardin dont la surface de plancher est inférieure ou égale à 20 mètres carrés, en application du 6° de l'article 1635 quater E du code général des



*Le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale compétente et/ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.*

Envoyé en préfecture le 07/10/2025
Reçu en préfecture le 07/10/2025
Publié le 07/10/2025
ID : 092-219200201-20250924-DELIB2025102-DE

impôts,

**RAPPELLE** que, conformément aux dispositions de l'article 1635 quater D du code général des impôts, sont notamment exonérés de la taxe d'aménagement :

- Les constructions et aménagements destinés à être affectés à un service public ou d'utilité publique, dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat. Le bénéfice de l'exonération est subordonné à la condition que l'organisme constructeur s'engage, pour lui et ses ayants cause, à conserver à la construction la même affectation pendant une durée minimale de cinq ans à compter de l'achèvement de cette construction ;

- Les constructions de locaux d'habitation et d'hébergement ainsi que de leurs annexes mentionnées aux articles 278 sexies et 296 ter ;

- Les constructions et aménagements réalisés dans les zones d'aménagement concerté mentionnées à l'article L. 311-1 du code de l'urbanisme, lorsque le coût des équipements publics, dont la liste est fixée par un décret en Conseil d'Etat, a été mis à la charge des constructeurs ou des aménageurs.

- Les constructions et aménagements réalisés dans les périmètres délimités par une convention de projet urbain partenarial prévue à l'article L. 332-11-3 du code de l'urbanisme, dans les limites de durée mentionnées dans cette convention, en application de l'article L. 332-11-4 du même code ;

- La reconstruction sur un même terrain, soit à l'identique d'un bâtiment détruit ou démoli depuis moins de dix ans dans les conditions prévues à l'article L. 111-15 du code de l'urbanisme, sous réserve du 2° de l'article 1635 quater S du présent code, soit de locaux sinistrés comprenant, à surface de plancher égale, des aménagements rendus nécessaires en application des dispositions d'urbanisme, ainsi que la reconstruction, sur d'autres terrains de la même commune ou des communes limitrophes, de bâtiments de même nature que des locaux sinistrés dont le terrain d'implantation a été reconnu comme extrêmement dangereux et classé inconstructible. Lorsque la reconstruction porte sur des locaux sinistrés, le contribuable justifie que les indemnités versées en réparation des dommages occasionnés à l'immeuble ne comprennent pas le montant de la taxe d'aménagement normalement exigible sur les reconstructions ;

- Les constructions dont la surface est inférieure ou égale à 5 mètres carrés ;

- Les surfaces annexes, à usage de stationnement, aménagées au-dessus ou en-dessous des immeubles ou intégrées au bâti, dans un plan vertical.

**RAPPELLE** que, conformément à l'article 1635 quater I du code général des impôts, un abattement de 50 % est appliqué sur les valeurs mentionnées au 1° de l'article 1635 quater H pour :

- Les locaux d'habitation et d'hébergement, ainsi que leurs annexes, mentionnés aux articles 278 sexies et 296 ter ;

- Les cent premiers mètres carrés des locaux d'habitation et leurs annexes à usage d'habitation principale, cet abattement ne pouvant être cumulé avec l'abattement prévu au 1° ;

- Les locaux industriels au sens du A du I de l'article 1500 ou les locaux à usage artisanal mentionnés au premier alinéa de l'article 1499-00 A et leurs



*Le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale compétente et/ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.*

Envoyé en préfecture le 07/10/2025
Reçu en préfecture le 07/10/2025
Publié le 07/10/2025
ID : 092-219200201-20250924-DELIB2025102-DE

annexes, les entrepôts et hangars non ouverts au public faisant l'objet d'une exploitation commerciale et les parcs de stationnement couverts faisant l'objet d'une exploitation commerciale ;

- Les locaux d'habitation issus des opérations mentionnées au dernier alinéa de l'article 1635 quater B, cet abattement ne pouvant être cumulé avec ceux prévus aux 1° ou 2° du présent I.

**PRECISE** que, conformément au II de l'article 1639 A du code général des impôts, la présente délibération est valable pour une durée d'un an reconductible de plein droit pour l'année suivante en l'absence de nouvelle délibération adoptée avant le 1er juillet de l'année qui suit.

**PRECISE** que les recettes en résultant seront constatées au budget communal.

**AUTORISE** Madame la Maire, ou son/sa représentant(e), à prendre tous les actes et mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération,

**Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.**
**Et ont signé Madame la Maire et le secrétaire,**
**Pour expédition conforme**

**La Maire,**

MAIRIE DE CHATILLON 92320 * 126

**Nadège AZZAZ**

**La secrétaire de séance,**

MAIRIE DE CHATILLON 92320 * 126

**Françoise MONTSENY**

Nombre d'exemplaires originaux : 1
Date de réception en préfecture :
Date de publication :



*Le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale compétente et/ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.*

Envoyé en préfecture le 07/10/2025
Reçu en préfecture le 07/10/2025
Publié le 07/10/2025
ID : 092-219200201-20250924-DELIB2025102-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2025
Reçu en préfecture le 07/10/2025
Publié le 07/10/2025
ID : 092-219200201-20250924-DELIB2025102-DE

# Annexe - Liste des parcelles concernées par la Taxe d'aménagement sur la commune de Châtillon (92320)

## ■ Taux communal majoré de 20%

**À 44 parcelles de la section 0A :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 0001 | 0035 | 0097 | 0257 |
| 0002 | 0037 | 0100 | 0266 |
| 0005 | 0039 | 0101 | 0267 |
| 0006 | 0040 | 0107 | 0268 |
| 0007 | 0041 | 0108 | 0269 |
| 0008 | 0042 | 0248 | 0270 |
| 0009 | 0052 | 0249 | 0273 |
| 0010 | 0053 | 0252 | 0278 |
| 0011 | 0089 | 0253 | 0279 |
| 0012 | 0090 | 0254 | 0285 |
| 0034 | 0091 | 0255 | 0286 |

**À 59 parcelles(s) de la section 0B :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 0024 | 0073 | 0173 | 0254 |
| 0055 | 0074 | 0174 | 0265 |
| 0058 | 0075 | 0175 | 0266 |
| 0059 | 0076 | 0176 | 0268 |
| 0060 | 0077 | 0177 | 0277 |
| 0061 | 0078 | 0179 | 0278 |
| 0064 | 0079 | 0185 | 0279 |
| 0065 | 0121 | 0186 | 0280 |
| 0066 | 0122 | 0198 | 0281 |
| 0067 | 0148 | 0200 | 0284 |
| 0068 | 0149 | 0209 | 0285 |
| 0069 | 0150 | 0219 | 0286 |
| 0070 | 0152 | 0240 | 0287 |
| 0071 | 0170 | 0243 | 0288 |
| 0072 | 0172 | 0249 | |

Envoyé en préfecture le 07/10/2025
Reçu en préfecture le 07/10/2025
Publié le 07/10/2025
ID : 092-219200201-20250924-DELIB2025102-DE

**À 29 parcelles de la section 0C**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 0012 | 0064 | 0116 | 0166 |
| 0015 | 0065 | 0117 | 0209 |
| 0046 | 0085 | 0122 | 0212 |
| 0047 | 0086 | 0136 | 0218 |
| 0048 | 0087 | 0137 | 0227 |
| 0061 | 0088 | 0161 | |
| 0062 | 0089 | 0162 | |
| 0063 | 0090 | 0165 | |

**À 39 parcelles de la section 0D**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 0010 | 0084 | 0147 | 0171 |
| 0025 | 0115 | 0149 | 0172 |
| 0028 | 0116 | 0152 | 0174 |
| 0037 | 0123 | 0153 | 0176 |
| 0044 | 0128 | 0158 | 0177 |
| 0045 | 0131 | 0159 | 0178 |
| 0046 | 0132 | 0160 | 0182 |
| 0066 | 0136 | 0164 | 0183 |
| 0067 | 0137 | 0168 | 0184 |
| 0069 | 0143 | 0170 | |

Envoyé en préfecture le 07/10/2025
Reçu en préfecture le 07/10/2025
Publié le 07/10/2025
ID : 092-219200201-20250924-DELIB2025102-DE

**À 57 parcelles de la section 0E**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 0013 | 0070 | 0114 | 0133 |
| 0055 | 0071 | 0115 | 0135 |
| 0056 | 0082 | 0117 | 0136 |
| 0057 | 0083 | 0119 | 0137 |
| 0058 | 0089 | 0120 | 0143 |
| 0059 | 0090 | 0121 | 0144 |
| 0060 | 0091 | 0122 | 0147 |
| 0061 | 0094 | 0123 | 0148 |
| 0062 | 0096 | 0124 | 0149 |
| 0063 | 0104 | 0125 | 0150 |
| 0064 | 0106 | 0127 | 0151 |
| 0065 | 0108 | 0128 | 0152 |
| 0066 | 0109 | 0130 | |
| 0068 | 0111 | 0131 | |
| 0069 | 0112 | 0132 | |

**À 48 parcelles de la section 0F**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 0056 | 0092 | 0135 | 0154 |
| 0057 | 0094 | 0136 | 0156 |
| 0077 | 0095 | 0137 | 0160 |
| 0078 | 0097 | 0139 | 0162 |
| 0079 | 0102 | 0140 | 0166 |
| 0080 | 0105 | 0142 | 0169 |
| 0081 | 0106 | 0143 | 0170 |
| 0082 | 0107 | 0144 | 0171 |
| 0083 | 0108 | 0145 | 0172 |
| 0087 | 0109 | 0146 | 0173 |
| 0088 | 0132 | 0147 | 0174 |
| 0089 | 0133 | 0149 | 0209 |

Envoyé en préfecture le 07/10/2025
Reçu en préfecture le 07/10/2025
Publié le 07/10/2025
ID : 092-219200201-20250924-DELIB2025102-DE

**À 60 parcelles de la section 0G**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 0002 | 0110 | 0136 | 0171 |
| 0004 | 0111 | 0137 | 0173 |
| 0006 | 0112 | 0139 | 0174 |
| 0064 | 0113 | 0141 | 0176 |
| 0066 | 0115 | 0144 | 0178 |
| 0069 | 0116 | 0147 | 0180 |
| 0071 | 0119 | 0149 | 0181 |
| 0073 | 0120 | 0151 | 0182 |
| 0075 | 0121 | 0152 | 0183 |
| 0091 | 0123 | 0153 | 0184 |
| 0092 | 0125 | 0156 | 0185 |
| 0102 | 0127 | 0158 | 0186 |
| 0106 | 0130 | 0165 | 0187 |
| 0107 | 0131 | 0167 | 0188 |
| 0108 | 0135 | 0169 | 0189 |

**À 50 parcelles de la section 0H**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 0016 | 0044 | 0070 | 0083 |
| 0017 | 0045 | 0071 | 0084 |
| 0018 | 0047 | 0072 | 0085 |
| 0019 | 0048 | 0073 | 0086 |
| 0020 | 0049 | 0074 | 0087 |
| 0021 | 0058 | 0075 | 0088 |
| 0023 | 0061 | 0076 | 0089 |
| 0024 | 0063 | 0077 | 0090 |
| 0025 | 0065 | 0078 | 0091 |
| 0029 | 0066 | 0079 | 0092 |
| 0030 | 0067 | 0080 | 0094 |
| 0035 | 0068 | 0081 | |
| 0036 | 0069 | 0082 | |

Envoyé en préfecture le 07/10/2025
Reçu en préfecture le 07/10/2025
Publié le 07/10/2025
ID : 092-219200201-20250924-DELIB2025102-DE

**À 55 parcelles de la section 0I**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 0002 | 0146 | 0214 | 0262 |
| 0003 | 0154 | 0234 | 0273 |
| 0004 | 0158 | 0238 | 0274 |
| 0017 | 0165 | 0239 | 0275 |
| 0065 | 0172 | 0245 | 0276 |
| 0085 | 0177 | 0246 | 0277 |
| 0086 | 0178 | 0247 | 0279 |
| 0100 | 0179 | 0248 | 0280 |
| 0101 | 0188 | 0250 | 0284 |
| 0102 | 0189 | 0253 | 0288 |
| 0126 | 0207 | 0256 | 0289 |
| 0131 | 0209 | 0257 | 0290 |
| 0138 | 0211 | 0260 | 0291 |
| 0139 | 0213 | 0261 | |

Envoyé en préfecture le 07/10/2025
Reçu en préfecture le 07/10/2025
Publié le 07/10/2025
ID : 092-219200201-20250924-DELIB2025102-DE

**À 86 parcelles de la section 0J**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 0003 | 0051 | 0129 | 0167 |
| 0004 | 0052 | 0133 | 0168 |
| 0005 | 0056 | 0141 | 0169 |
| 0008 | 0057 | 0142 | 0170 |
| 0009 | 0067 | 0145 | 0171 |
| 0011 | 0069 | 0147 | 0172 |
| 0012 | 0070 | 0149 | 0173 |
| 0013 | 0071 | 0151 | 0174 |
| 0016 | 0082 | 0152 | 0175 |
| 0025 | 0083 | 0153 | 0177 |
| 0026 | 0085 | 0155 | 0178 |
| 0027 | 0090 | 0156 | 0179 |
| 0029 | 0100 | 0157 | 0180 |
| 0030 | 0102 | 0158 | 0181 |
| 0031 | 0104 | 0159 | 0182 |
| 0032 | 0110 | 0160 | 0185 |
| 0033 | 0118 | 0161 | 0199 |
| 0036 | 0119 | 0162 | 0200 |
| 0037 | 0122 | 0163 | 0201 |
| 0039 | 0125 | 0164 | 0202 |
| 0049 | 0127 | 0165 | |
| 0050 | 0128 | 0166 | |

**À 17 parcelles de la section 0K**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 0025 | 0178 | 0269 | 0353 |
| 0026 | 0179 | 0271 | 0354 |
| 0027 | 0181 | 0272 | |
| 0093 | 0183 | 0317 | |
| 0149 | 0185 | 0352 | |

Envoyé en préfecture le 07/10/2025
Reçu en préfecture le 07/10/2025
Publié le 07/10/2025
ID : 092-219200201-20250924-DELIB2025102-DE

**À 12 parcelles de la section 0L**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 0010 | 0014 | 0035 | 0038 |
| 0011 | 0015 | 0036 | 0040 |
| 0013 | 0016 | 0037 | 0041 |

**À 10 parcelles de la section 0M**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 0009 | 0035 | 0082 | 0154 |
| 0030 | 0078 | 0144 | |
| 0032 | 0081 | 0153 | |

**À 38 parcelles de la section 0N**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 0005 | 0049 | 0076 | 0115 |
| 0036 | 0050 | 0077 | 0116 |
| 0037 | 0052 | 0101 | 0117 |
| 0038 | 0053 | 0102 | 0118 |
| 0039 | 0054 | 0103 | 0119 |
| 0040 | 0059 | 0104 | 0120 |
| 0042 | 0060 | 0106 | 0121 |
| 0043 | 0072 | 0111 | 0122 |
| 0044 | 0073 | 0113 | |
| 0048 | 0075 | 0114 | |

**À 40 parcelles de la section 0O**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 0001 | 0011 | 0043 | 0100 |
| 0002 | 0012 | 0051 | 0101 |
| 0003 | 0034 | 0052 | 0102 |
| 0004 | 0036 | 0053 | 0103 |
| 0005 | 0037 | 0072 | 0116 |
| 0006 | 0038 | 0079 | 0118 |
| 0007 | 0039 | 0080 | 0119 |
| 0008 | 0040 | 0081 | 0120 |
| 0009 | 0041 | 0085 | 0121 |
| 0010 | 0042 | 0087 | 0122 |

Envoyé en préfecture le 07/10/2025
Reçu en préfecture le 07/10/2025
Publié le 07/10/2025
ID : 092-219200201-20250924-DELIB2025102-DE

**À 23 parcelles de la section 0P**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 0037 | 0085 | 0113 | 0119 |
| 0038 | 0086 | 0114 | 0120 |
| 0041 | 0087 | 0115 | 0121 |
| 0042 | 0103 | 0116 | 0122 |
| 0043 | 0104 | 0117 | 0123 |
| 0044 | 0105 | 0118 | |

**À 47 parcelles de la section 0Q**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 0014 | 0082 | 0110 | 0152 |
| 0019 | 0084 | 0120 | 0153 |
| 0058 | 0085 | 0121 | 0154 |
| 0059 | 0086 | 0122 | 0155 |
| 0060 | 0087 | 0123 | 0156 |
| 0068 | 0090 | 0124 | 0157 |
| 0069 | 0093 | 0125 | 0158 |
| 0071 | 0101 | 0126 | 0159 |
| 0072 | 0102 | 0136 | 0160 |
| 0075 | 0103 | 0142 | 0161 |
| 0077 | 0104 | 0150 | 0162 |
| 0080 | 0109 | 0151 | |

Envoyé en préfecture le 07/10/2025
Reçu en préfecture le 07/10/2025
Publié le 07/10/2025
ID : 092-219200201-20250924-DELIB2025102-DE

**À 81 parcelles de la section 0R**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 0007 | 0123 | 0176 | 0201 |
| 0042 | 0131 | 0178 | 0202 |
| 0055 | 0142 | 0179 | 0204 |
| 0058 | 0143 | 0180 | 0205 |
| 0064 | 0145 | 0181 | 0207 |
| 0065 | 0146 | 0182 | 0208 |
| 0069 | 0147 | 0183 | 0209 |
| 0080 | 0148 | 0184 | 0210 |
| 0084 | 0152 | 0185 | 0211 |
| 0085 | 0153 | 0186 | 0212 |
| 0086 | 0162 | 0187 | 0213 |
| 0088 | 0164 | 0188 | 0214 |
| 0089 | 0165 | 0189 | 0215 |
| 0092 | 0166 | 0190 | 0216 |
| 0093 | 0167 | 0191 | 0217 |
| 0097 | 0168 | 0192 | 0218 |
| 0102 | 0169 | 0194 | 0219 |
| 0109 | 0170 | 0197 | 0220 |
| 0120 | 0171 | 0198 | |
| 0121 | 0174 | 0199 | |
| 0122 | 0175 | 0200 | |

Envoyé en préfecture le 07/10/2025
Reçu en préfecture le 07/10/2025
Publié le 07/10/2025
ID : 092-219200201-20250924-DELIB2025102-DE

**À 52 parcelles de la section 0S**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 0001 | 0055 | 0084 | 0110 |
| 0030 | 0058 | 0086 | 0111 |
| 0031 | 0061 | 0088 | 0112 |
| 0033 | 0065 | 0092 | 0113 |
| 0035 | 0066 | 0093 | 0118 |
| 0037 | 0067 | 0094 | 0119 |
| 0039 | 0072 | 0095 | 0120 |
| 0041 | 0073 | 0098 | 0121 |
| 0044 | 0074 | 0100 | 0122 |
| 0045 | 0075 | 0101 | 0123 |
| 0048 | 0076 | 0104 | 0124 |
| 0052 | 0079 | 0105 | 0125 |
| 0054 | 0082 | 0109 | 0126 |

**À 64 parcelles de la section 0T**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 0023 | 0123 | 0167 | 0277 |
| 0073 | 0128 | 0168 | 0278 |
| 0074 | 0130 | 0174 | 0279 |
| 0082 | 0137 | 0176 | 0280 |
| 0083 | 0149 | 0179 | 0281 |
| 0106 | 0152 | 0181 | 0282 |
| 0107 | 0154 | 0197 | 0283 |
| 0108 | 0158 | 0198 | 0284 |
| 0109 | 0159 | 0199 | 0285 |
| 0110 | 0160 | 0218 | 0286 |
| 0113 | 0161 | 0221 | 0287 |
| 0114 | 0162 | 0230 | 0289 |
| 0115 | 0163 | 0231 | 0293 |
| 0117 | 0164 | 0270 | 0294 |
| 0118 | 0165 | 0275 | 0295 |
| 0122 | 0166 | 0276 | 0296 |

Envoyé en préfecture le 07/10/2025
Reçu en préfecture le 07/10/2025
Publié le 07/10/2025
ID : 092-219200201-20250924-DELIB2025102-DE

**À 63 parcelles de la section 0U**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 0001 | 0079 | 0118 | 0163 |
| 0004 | 0081 | 0123 | 0164 |
| 0037 | 0086 | 0132 | 0165 |
| 0038 | 0087 | 0135 | 0166 |
| 0039 | 0088 | 0138 | 0169 |
| 0040 | 0089 | 0139 | 0170 |
| 0046 | 0092 | 0149 | 0171 |
| 0051 | 0093 | 0150 | 0172 |
| 0052 | 0094 | 0151 | 0173 |
| 0071 | 0096 | 0152 | 0174 |
| 0072 | 0097 | 0153 | 0177 |
| 0073 | 0101 | 0156 | 0178 |
| 0074 | 0104 | 0157 | 0179 |
| 0075 | 0109 | 0158 | 0180 |
| 0076 | 0114 | 0159 | 0182 |
| 0077 | 0117 | 0162 | |

**À 24 parcelles de la section 0V**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 0002 | 0045 | 0055 | 0065 |
| 0004 | 0046 | 0056 | 0066 |
| 0032 | 0047 | 0057 | 0069 |
| 0036 | 0048 | 0058 | 0070 |
| 0042 | 0049 | 0060 | 0071 |
| 0043 | 0050 | 0061 | 0072 |

**À 1 parcelles de la section 0X**

| |
|---|
| 0078 |

**À 1 parcelles de la section 0Y**

| |
|---|
| 0283 |

**À 1 parcelles de la section AB**

| |
|---|
| 0359 |

Envoyé en préfecture le 07/10/2025
Reçu en préfecture le 07/10/2025
Publié le 07/10/2025
ID : 092-219200201-20250924-DELIB2025102-DE

**À 27 parcelles de la section AC**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 0041 | 0110 | 0160 | 0167 |
| 0042 | 0111 | 0161 | 0168 |
| 0073 | 0145 | 0162 | 0169 |
| 0078 | 0146 | 0163 | 0170 |
| 0079 | 0157 | 0164 | 0171 |
| 0108 | 0158 | 0165 | 0172 |
| 0109 | 0159 | 0166 | |

**À 12 parcelles de la section AD**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 0003 | 0154 | 0157 | 0160 |
| 0109 | 0155 | 0158 | 0161 |
| 0119 | 0156 | 0159 | 0168 |

Envoyé en préfecture le 07/10/2025
Reçu en préfecture le 07/10/2025
Publié le 07/10/2025
ID : 092-219200201-20250924-DELIB2025102-DE

**À 88 parcelles de la section AE**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 0023 | 0076 | 0141 | 0172 |
| 0024 | 0079 | 0142 | 0174 |
| 0026 | 0081 | 0143 | 0179 |
| 0027 | 0082 | 0144 | 0180 |
| 0035 | 0083 | 0145 | 0182 |
| 0039 | 0084 | 0146 | 0183 |
| 0040 | 0092 | 0147 | 0184 |
| 0041 | 0093 | 0150 | 0185 |
| 0042 | 0094 | 0151 | 0195 |
| 0043 | 0095 | 0152 | 0196 |
| 0044 | 0098 | 0153 | 0197 |
| 0045 | 0102 | 0154 | 0198 |
| 0046 | 0103 | 0156 | 0199 |
| 0047 | 0105 | 0157 | 0201 |
| 0048 | 0107 | 0158 | 0203 |
| 0052 | 0109 | 0161 | 0205 |
| 0054 | 0111 | 0162 | 0206 |
| 0060 | 0113 | 0164 | 0207 |
| 0063 | 0115 | 0166 | 0208 |
| 0065 | 0116 | 0169 | 0209 |
| 0072 | 0121 | 0170 | 0211 |
| 0073 | 0122 | 0171 | 0214 |

**À 27 parcelles de la section AF**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 0005 | 0017 | 0105 | 0112 |
| 0006 | 0018 | 0106 | 0116 |
| 0007 | 0049 | 0107 | 0117 |
| 0009 | 0050 | 0108 | 0125 |
| 0012 | 0074 | 0109 | 0126 |
| 0014 | 0075 | 0110 | 0127 |
| 0016 | 0104 | 0111 | |

Envoyé en préfecture le 07/10/2025
Reçu en préfecture le 07/10/2025
Publié le 07/10/2025
ID : 092-219200201-20250924-DELIB2025102-DE

**À 38 parcelles de la section AG**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 0002 | 0108 | 0147 | 0202 |
| 0003 | 0109 | 0148 | 0203 |
| 0008 | 0128 | 0163 | 0204 |
| 0014 | 0130 | 0164 | 0205 |
| 0078 | 0134 | 0173 | 0208 |
| 0091 | 0138 | 0185 | 0219 |
| 0092 | 0143 | 0186 | 0220 |
| 0093 | 0144 | 0187 | 0221 |
| 0103 | 0145 | 0199 | |
| 0105 | 0146 | 0201 | |

**À 9 parcelles de la section AH**

| | | |
|---|---|---|
| 0063 | 0125 | 0134 |
| 0064 | 0126 | 0166 |
| 0065 | 0133 | 0167 |

Envoyé en préfecture le 07/10/2025
Reçu en préfecture le 07/10/2025
Publié le 07/10/2025
ID : 092-219200201-20250924-DELIB2025102-DE

## ■ Taux communal majoré de 10%

**À 61 parcelles de la section 0F**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 0007 | 0163 | 0198 | 0227 |
| 0008 | 0164 | 0199 | 0228 |
| 0009 | 0167 | 0201 | 0230 |
| 0010 | 0168 | 0205 | 0233 |
| 0028 | 0176 | 0210 | 0234 |
| 0037 | 0178 | 0211 | 0235 |
| 0039 | 0179 | 0212 | 0236 |
| 0045 | 0180 | 0213 | 0239 |
| 0061 | 0183 | 0214 | 0240 |
| 0063 | 0184 | 0215 | 0241 |
| 0064 | 0188 | 0216 | 0243 |
| 0065 | 0190 | 0217 | 0244 |
| 0066 | 0191 | 0218 | 0245 |
| 0126 | 0194 | 0220 | |
| 0155 | 0196 | 0223 | |
| 0158 | 0197 | 0224 | |

**À 2 parcelles de la section 0G**

| | |
|---|---|
| 0097 | 0098 |

**À 14 parcelles de la section 0H**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 0003 | 0010 | 0033 | 0046 |
| 0004 | 0027 | 0038 | 0059 |
| 0005 | 0028 | 0039 | |
| 0007 | 0032 | 0040 | |

**À 1 parcelles de la section 0L**

| |
|---|
| 0031 |

**À 8 parcelles de la section 0M**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 0041 | 0091 | 0142 | 0145 |
| 0088 | 0093 | 0143 | 0146 |

Envoyé en préfecture le 07/10/2025
Reçu en préfecture le 07/10/2025
Publié le 07/10/2025
ID : 092-219200201-20250924-DELIB2025102-DE

## ■ Taux de droit commun de 5%

**Applicable au reste du territoire**

Plan Local d'Urbanisme intercommunal

# 7.6.3.4 Périmètre taxe d'aménagement majorée

- Plan Local d'Urbanisme Intercommunal approuvé par délibération du Conseil de Territoire en date du 11/12/2024
- Mise à jour n°1 des annexes par arrêté du Président de l'EPT Vallée Sud - Grand Paris en date du 30/04/2025
- Modification simplifiée n°1 approuvée par délibération du Conseil de Territoire du 10/12/2025
- Mise à jour n°2 des annexes par arrêté du Président de l'EPT Vallée Sud - Grand Paris en date du 06/02/2026
- Modification simplifiée n°2 approuvée par délibération du Conseil de Territoire du 01/07/2026
- Mise à jour n°3 des annexes par arrêté du Président de l'EPT Vallée Sud - Grand Paris en date du 30/10/2026

Vallée Sud
Grand Paris

valleesud.fr

DEPARTEMENT
DES HAUTS-DE-SEINE

ARRONDISSEMENT
D'ANTONY

CANTON
DE CLAMART

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

# VILLE DE CLAMART

## REGISTRE
## DES
## DÉLIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

**SEANCE DU 16 AVRIL 2026**

Nombre de Conseillers en exercice.....: 45

Par suite d'une convocation adressée le 10 avril 2026, les membres composant le Conseil municipal de CLAMART se sont réunis salle des fêtes Hunebelle, à 09h45, sous la présidence de Yves COSCAS, Maire en exercice.

**Objet** : Modification du périmètre d'application de la part communale de la taxe d'aménagement majorée afin de le mettre en conformité avec le PLUi.

**ETAIENT PRESENTS** : M. Yves COSCAS, Mme Christine QUILLERY, M. Stéphane DEHOCHE, Mme Sally RIBEIRO, M. Serge KEHYAYAN, Mme Aurélia LEMAITRE, M. Anthony REYNAUD, Mme Sandrine DANDRE, M. Yves SÉRIÉ, M. Yann GILQUEL, Mme Sylvie DONGER, M. Jean-Luc PY, Mme Françoise CARUGE, Mme Aurélie FROMAGÉ, Mme Véronique DE LA TOUANNE, M. Patrice RONCARI, Mme Jacqueline MINASSIAN, M. François LE GOT, Mme Maria VILLAVICENCIO, M. Jean MILCOS, Mme Juliette MIRANDA, M. Benoit DESCHAMPS, Mme Flavie MEURER, M. Maurice BOUYER, Mme Rachel ADIL, M. Jean-Jacques LE ROUX, Mme Alexandra RUIZ, M. Stéphane JACQUET, Mme Sofia BELASKRI, M. Hervé GAZEL, M. David HUYNH, Mme Séverine FONTAINE, Mme Benoit LEBOT, M. Roland RABEAU, Mme Cécile CHARLAINE, M. Patrick PELLOUX, Mme Cécile COLLET-ROBIC, Mme Leïla LACHEHEB, Mme Eve AUBISSE.

Publiée le :

21 AVR. 2026

Préfecture le :

20 AVR. 2026

Lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer valablement en exécution de l'article L.2121-17 du Code général des collectivités territoriales

**ABSENTS EXCUSÉS AYANT DONNÉ POUVOIR** :

| | |
|---|---|
| Mme Julia BOICHARD | à M. Yann GILQUEL |
| M. Arnaud DELROT | à M. Jean MILCOS |
| M. Jean-Didier BERGER | à Mme Christine QUILLERY |
| Mme Nezha EL KHALFAOUI | à M. Stéphane DEHOCHE |
| M. Simon FAIVRE | à M. David HUYNH |
| Mme Cécile FOUGÈRE-CAZALÉ | à M. Roland RABEAU |

Certifié exécutoire
Pour le Maire et par délégation,

Brieuc LE GALL

Directeur achats, juridique et archives

1°/ Le Président ayant ouvert la séance et fait l'appel nominal, il a été procédé, en conformité avec l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil.

2°/ Sally RIBEIRO est désignée à l'unanimité pour remplir ces fonctions.

Réf : 2604-084

Nomenclature : 2.2.7

**CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du 16 avril 2026**

**Objet : Modification du périmètre d'application de la part communale de la taxe d'aménagement majorée afin de le mettre en conformité avec le PLUi.**

**Le Conseil,**

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Le Maire,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** le Code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.331-1 et suivants relatifs à la taxe d'aménagement,

**Vu** la délibération du Conseil du Territoire Vallée Sud – Grand Paris du 12 juillet 2016 approuvant le Plan local d'urbanisme,

**Vu** la délibération du Conseil municipal du 24 novembre 2016 instaurant une Taxe d'aménagement majorée,

**Vu** la délibération du Conseil municipal du 5 décembre 2018 modifiant le plan périmétral d'application de la part communale de la Taxe d'aménagement majorée,

**Vu** la délibération du Conseil du territoire Vallée Sud – Grand Paris du 25 septembre 2018 approuvant la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme aujourd'hui caduc,

**Vu** la délibération du Conseil de territoire du 11 décembre 2024 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal, qui est entré en vigueur le 13 janvier 2025,

**Vu** la délibération du Conseil du territoire Vallée Sud – Grand Paris du 10 décembre 2025 approuvant la modification n°1 du Plan Local d'urbanisme intercommunal et entrée en vigueur le 22 décembre 2025,

**Considérant** que les délibérations du 24 novembre 2016 et du 5 décembre 2018 faisaient référence à un zonage désormais obsolète (zones UA, UAa, UAb, UBa, UBb, UBb', UBc, UBd, UC et UCa),

**Considérant** que l'entrée en vigueur du PLUi a modifié la dénomination et la délimitation des zones d'urbanisme, désormais identifiées notamment en zones U2c, U3a, U4d, UPCI1, UPCI2, UPCI3, UPCI5a…,

**Considérant** la nécessité d'assurer la cohérence juridique entre le périmètre d'application de la majoration de la part communale de la taxe d'aménagement et le zonage en vigueur défini par le PLUi,

**Considérant** que cette modification constitue une mise en concordance formelle sans modification de l'intention initiale de la commune quant aux secteurs concernés,

**Vu** l'avis favorable de la commission n°5 - urbanisme, logement, démocratie locale, commerce en date du 14 avril 2026,

Après en avoir délibéré,

**DÉCIDE à l'unanimité des suffrages exprimés** (34 voix pour, 11 abstentions du groupe Clamart Ensemble et d'Eve AUBISSE) :

**Article 1er** : **D'APPROUVER** le nouveau plan périmétral des secteurs de la Ville assujettis à la Taxe d'aménagement majorée tels qu'indiqués au nouveau plan périmétral en pièce jointe à la présente délibération.

**Article 2** : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours à titre gracieux auprès de Monsieur le Maire, place Maurice Gunsbourg, 92140 Clamart, et/ou contentieux devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, 2-4 boulevard de l'Hautil – B.P. 30322, F-95027 Cergy-Pontoise (tél : 01 30 17 34 00) saisi par courrier ou via l'application https://citoyens.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication pour le recours des tiers et/ou de sa notification pour le recours de l'intéressé(e).

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits,

**Le secrétaire de séance,**

**Sally RIBEIRO**

**Le Maire,**



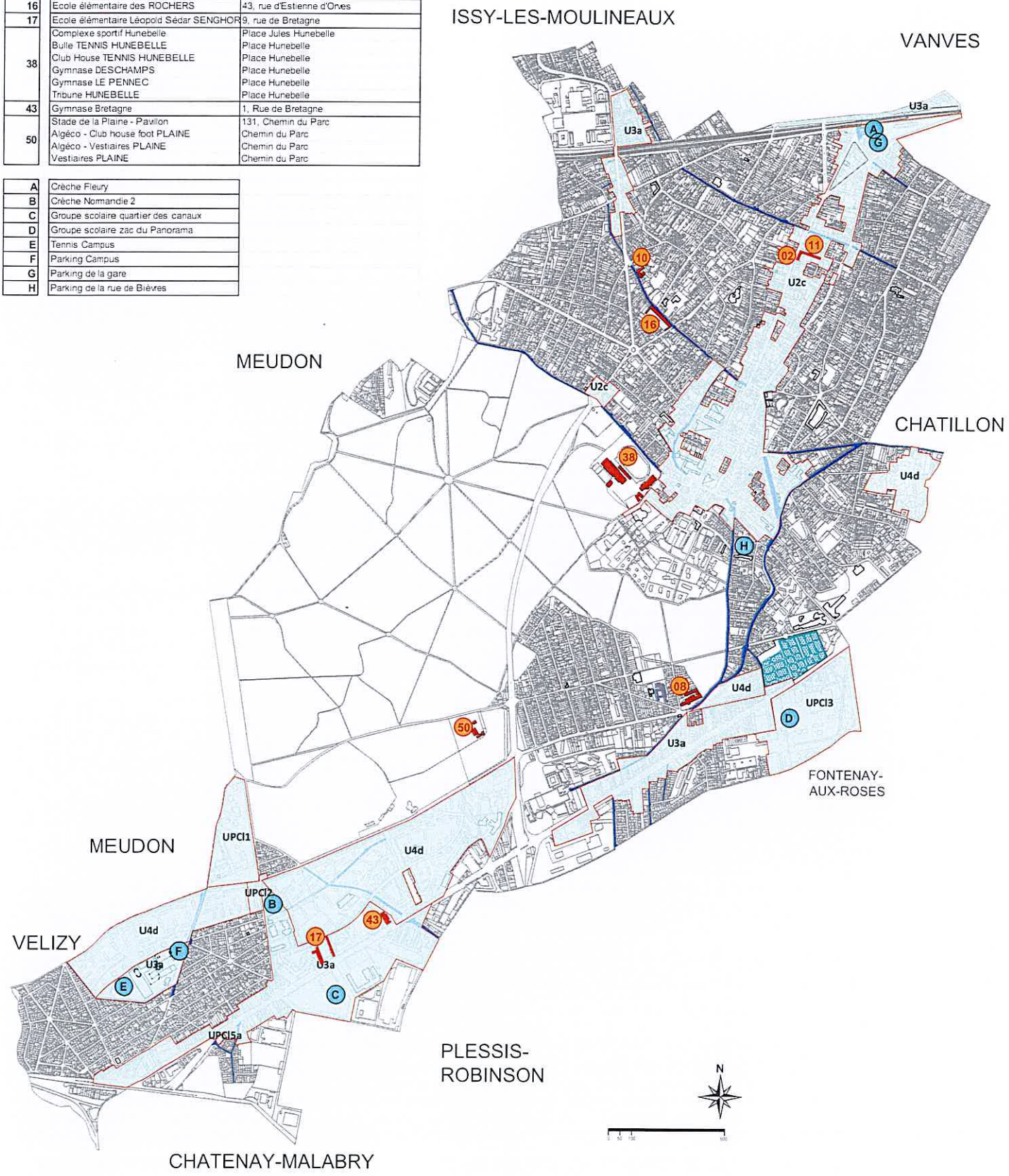
**Yves COSCAS**

VILLE DE Clamart

**TRAVAUX SUR L'EXISTANT**
**DEMOLITION RECONSTRUCTION**
**NOUVELLES CONSTRUCTIONS**

| | | |
|---|---|---|
| 2 | Ecole maternelle Jules FERRY | 154, Avenue Jean Jaurès |
| 8 | Ecole maternelle du Jardin PARISIEN | |
| 10 | Ecole maternelle des ROCHERS | 70, rue d'Estienne d'Orves |
| 11 | Ecole élémentaire Jules FERRY | 6, rue Jules Ferry |
| 16 | Ecole élémentaire des ROCHERS | 43, rue d'Estienne d'Orves |
| 17 | Ecole élémentaire Léopold Sédar SENGHOR | 9, rue de Bretagne |
| 38 | Complexe sportif Hunebelle<br>Bulle TENNIS HUNEBELLE<br>Club House TENNIS HUNEBELLE<br>Gymnase DESCHAMPS<br>Gymnase LE PENNEC<br>Tribune HUNEBELLE | Place Jules Hunebelle<br>Place Hunebelle<br>Place Hunebelle<br>Place Hunebelle<br>Place Hunebelle<br>Place Hunebelle |
| 43 | Gymnase Bretagne | 1, Rue de Bretagne |
| 50 | Stade de la Plaine - Pavillon<br>Algéco - Club house foot PLAINE<br>Algéco - Vestiaires PLAINE<br>Vestiaires PLAINE | 131, Chemin du Parc<br>Chemin du Parc<br>Chemin du Parc<br>Chemin du Parc |

| | |
|---|---|
| A | Crèche Fleury |
| B | Crèche Normandie 2 |
| C | Groupe scolaire quartier des canaux |
| D | Groupe scolaire zac du Panorama |
| E | Tennis Campus |
| F | Parking Campus |
| G | Parking de la gare |
| H | Parking de la rue de Bièvres |




Secteur d'application de la Taxe d'Aménagement majorée à 20%
Equipements publics communaux d'infrastructure ou de superstructure
Annexe 1

| | | |
|---|---|---|
| **Bâtiments scolaires** | **Ecole élémentaire Plaine SENGHOR** | |
| | 17<br>Ecole élémentaire Léopold Sédar SENGHOR | Ravalement du pignon |
| | | Remplacement des stores et occultants |
| | | Réfection de la peinture et du revêtement de sol |
| | | Révision des menuiseries extérieures |
| | | Remplacement de la chaudière |
| | | Réfection des faux plafonds et des menuiseries intérieures |
| | | Réfection de la salle (sécurisation, électricité…) |
| | | Entretien courant |
| | | Travaux de mise aux normes de l'accessibilité (Ad'AP) |
| **Bâtiments sportifs** | **Complexe sportif Jules HUNNEBELLE** | |
| | 38<br>Complexe sportif Hunebelle<br>Bulle tennis Hunebelle<br>Club House Tennis Hunebelle<br>Gymnase DESCHAMPS<br>Gymnase LE PENNEC<br>Tribune Hunebelle | Remplacement de l'étanchéité et mise en place d'anti pigeons |
| | | Installation d'une nouvelle VMC |
| | | Peinture et carrelage des vestiaires et des sanitaires |
| | | Remplacement des mâts d'éclairage et l'installation des LED |
| | | Remplacement de la soufflerie |
| | | Rénovation intérieure (Etanchéité, électricité, plomberie, cuisine, faux plafonds, peinture, revêtement de sol) |
| | | Remplacement de la CTA de la salle musculation |
| | | Entretien courant |
| | | Projet de restructuration complète (création d'un piste d'athlètisme couverte, parking, Bowling…) |
| | | Travaux de mise aux normes de l'accessibilité (Ad'AP) |

VILLE DE Clamart

**Rénovation des trottoirs :**

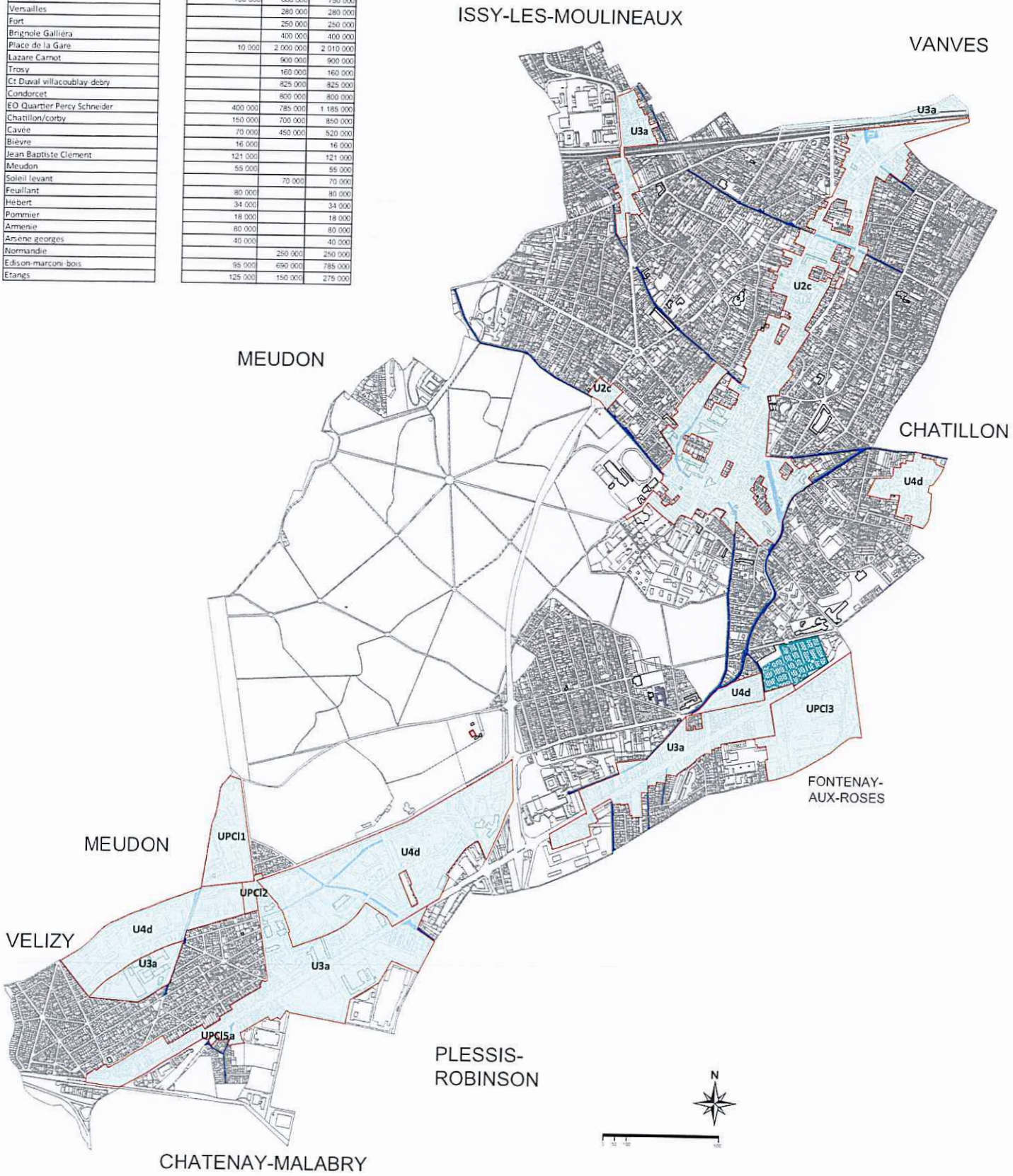
- Réalisation des structures, des bordures et caniveaux, lanièrage et pose de mobilier anti-stationnement

**Rénovation de la chaussée :**

- Reprise de la structure, des revêtements de chaussée et réalisation des marquages au sol

**Travaux d'enfouissement**

| | Enfouissement | Voirie | total |
|---|---|---|---|
| Vieux chemin de Fleury | 120 000 | 470 000 | 590 000 |
| Estienne d'Orves centre ville | 410 000 | 600 000 | 1 010 000 |
| Camet | 150 000 | 600 000 | 750 000 |
| Versailles | | 280 000 | 280 000 |
| Fort | | 250 000 | 250 000 |
| Brignole Galliéra | | 400 000 | 400 000 |
| Place de la Gare | 10 000 | 2 000 000 | 2 010 000 |
| Lazare Carnot | | 900 000 | 900 000 |
| Trosy | | 160 000 | 160 000 |
| Ct Duval villacoublay debry | | 825 000 | 825 000 |
| Condorcet | | 800 000 | 800 000 |
| EO Quartier Percy Schneider | 400 000 | 785 000 | 1 185 000 |
| Chatillon/corby | 150 000 | 700 000 | 850 000 |
| Cavée | 70 000 | 450 000 | 520 000 |
| Bièvre | 16 000 | | 16 000 |
| Jean Baptiste Clement | 121 000 | | 121 000 |
| Meudon | 55 000 | | 55 000 |
| Soleil levant | | 70 000 | 70 000 |
| Feuillant | 80 000 | | 80 000 |
| Hébert | 34 000 | | 34 000 |
| Pommier | 18 000 | | 18 000 |
| Armenie | 80 000 | | 80 000 |
| Arsène georges | 40 000 | | 40 000 |
| Normandie | | 250 000 | 250 000 |
| Edison-marconi-bois | 95 000 | 690 000 | 785 000 |
| Etangs | 125 000 | 150 000 | 275 000 |




Secteur d'application de la Taxe d'Aménagement majorée à 20%

Plan Local d'Urbanisme intercommunal

# 7.7.3.6 - Taxe d'aménagement majorée

- Plan Local d'Urbanisme Intercommunal approuvé par délibération du Conseil de Territoire en date du 11/12/2024
- Mise à jour n°1 des annexes par arrêté du Président de l'EPT Vallée Sud - Grand Paris daté du 30/04/2025

Vallée Sud
Grand Paris

valleesud.fr

Envoyé en préfecture le 29/11/2021
Reçu en préfecture le 29/11/2021
Affiché le
ID : 092-219200326-20211118-DEL211118_7-DE

DEL211118_7

**Département des Hauts-de-Seine**

# VILLE DE FONTENAY-AUX-ROSES

## *DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL*

## SEANCE ORDINAIRE DU 18 NOVEMBRE 2021

NOMBRE DE MEMBRES
Composant le Conseil : 35
En exercice : 35
Présents : 30
Représentés : 5
Pour : 35
Contre : 0
Abstentions : 0

**OBJET : Actualisation du taux de la taxe d'aménagement**

L'An deux mille vingt et un, le dix-huit novembre à dix-neuf heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la commune de Fontenay-aux-Roses légalement convoqué le douze novembre, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. L. VASTEL, Maire.

**Etaient présents** : VASTEL Laurent, REIGADA Gabriela, LAFON Dominique, GALANTE-GUILLEMINOT Muriel, RENAUX Michel, DELERIN Jean-Luc, CHAMBON Emmanuel, ANTONUCCI Claudine, CONSTANT Pierre-Henri, GAGNARD Françoise, LE ROUZES Estéban, PORCHERON Jean-Claude, ROUSSEL Philippe, MERCADIER Anne-Marie, BOUCLIER Arnaud, SAUCY Nathalie. LECUYER Sophie, HOUCINI Mohamed, PORTALIER-JEUSSE Constance, GABRIEL Jacky, BERTHIER Etienne, COLLET Cécile, KEFIFA Zahira, SOMMIER Jean-Yves, KATHOLA Pierre, MERGY Gilles, BROBECKER Astrid, MESSIER Maxime, POGGI Léa-Iris, LE FUR Pauline, Conseillers municipaux,

lesquels forment la majorité des Membres en exercice et peuvent délibérer valablement en exécution de l'article L 2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Absents représentés :**

| | | |
|---|---|---|
| BULLET Anne | pouvoir à | LAFON Dominique |
| BEKIARI Despina | pouvoir à | VASTEL Laurent |
| LHOSTE Roger | pouvoir à | CHAMBON Emmanuel |
| RADAOARISOA Véronique | pouvoir à | GAGNARD Françoise |
| GOUJA Sonia | pouvoir à | LE FUR Pauline |

Le Président ayant ouvert la séance, il est procédé, conformément à l'article L 2121-15 du Code précité, à l'élection d'un Secrétaire : M E. LE ROUZES est désigné pour remplir ces fonctions.

---

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles L.331-1 et suivants du code de l'urbanisme, en particulier les articles L.331-14 et L. 331-15,

Vu le Plan local d'urbanisme approuvé le 7 mars 2017 par délibération du Conseil de Territoire de Vallée Sud-Grand Paris et mis jour par arrêté le 25 janvier 2018, le 16 décembre 2019 et le 12 mars 2020,

Envoyé en préfecture le 29/11/2021
Reçu en préfecture le 29/11/2021
Affiché le
ID : 092-219200326-20211118-DEL211118_7-DE

Vu la délibération du Conseil Municipal n° DEL111013_13 du 13 octobre 2011 instituant la taxe d'aménagement sur l'ensemble du territoire communal et la délibération n°DEL141114_3 en date du 14 novembre 2014 la reconduisant,

Vu les délibérations du Conseil Municipal n° DEL161128_17 du 28 novembre 2016, n°DEL171122_6A du 22 novembre 2017 et n° DEL201126_5 du 26 novembre 2020 portant actualisations successives de la taxe d'aménagement,

Vu le décret n° 2021-1452 du 4 novembre 2021 pris pour l'application des articles L. 332-14 et L. 331-15 du Code de l'urbanisme,

Considérant les besoins de financement des équipements publics nécessités par le développement urbain,

Considérant que le secteur dit « carrefour de la Cavée » est constitué des parcelles cadastrales suivantes : 000 Section E numéros 30, 31, 155, 157, 180, 311, 312, 313 et 326 ainsi que 000 Section N numéros 13, 56, 57, 90, 130, 159, 160, 201, 202, 203, 212, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232 et 233,

Considérant que le secteur dit « Boucicaut Nord » est constitué des parcelles cadastrales suivantes : 000 Section N numéros 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 66, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 84, 100, 122, 134, 141, 162, 175, 176, 178, 179, 181, 185, 204, 205, 234 et 235,

Considérant que le secteur dit « Blagis-Paradis » est constitué des parcelles cadastrales suivantes : 000 Section Y numéros 41, 113, 116, 118, 124, 126, 127, 129, 147, 153, 155, 156 et 169 ainsi que 000 Section Z numéros 5, 7, 12, 25, 45, 46, 53, 62, 63, 69, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80 et 81,

Considérant que le secteur dit « l'îlot Scarron » est constitué des parcelles cadastrales suivantes : 000 Section AD numéros 31, 32, 56, 144, 150, 152, 154, 156, 158, 163, 169, 170, 176, 177, 179, 180, 185, 186, 188, 189 et 190,

Considérant que le secteur dit « Ilot Lombart » est constitué des parcelles cadastrales suivantes : 000 Section Y numéros 1, 2, 3, 8, 9, 108, 134, 135, 136, 149, 152, 164, 165, 166, 167 et 168,

Considérant que le secteur dit « Ilot L.C.I.E. », est constitué des parcelles cadastrales suivantes : 000 Section A numéros 3 et 23,

Considérant la carte annexée à la présente délibération permettant de localiser ces secteurs de façon graphique,

Considérant la capacité d'accueil d'opérations immobilières des emprises foncières dites « Ilot L.C.I.E. » et « Ilot Lombart »,

Considérant que la réalisation d'opérations immobilières sur ces terrains rendrait nécessaire aux besoins des habitants et usagers de nouvelles constructions sur ce secteur d'augmenter la capacité d'accueil des équipements de la Ville, notamment en matière de petite enfance, d'enfance et d'activités sportives,

Considérant que la réalisation d'opérations immobilières sur ces terrains rendrait nécessaires le renforcement et la modification des réseaux (assainissement, eaux pluviales, éclairage public, …),

Considérant que l'article L.331-15 du code de l'urbanisme prévoit que le taux de la part communale de la taxe d'aménagement puisse être augmenté jusqu'à 20 % dans certains secteurs lorsque la réalisation de travaux substantiels de voirie ou de réseaux ou la création d'équipements publics généraux est rendue nécessaire en raison de l'importance des constructions nouvelles édifiées dans ces secteurs,

Vu l'avis de la Commission,

Sur la proposition du Maire,

Envoyé en préfecture le 29/11/2021
Reçu en préfecture le 29/11/2021
Affiché le
ID : 092-219200326-20211118-DEL211118_7-DE

DEL211118_7

Après en avoir délibéré,

**DECIDE**

**Article 1 :** de maintenir le taux de la part communale de la taxe d'aménagement, hors secteurs majorés, à 5 %, sur le territoire de Fontenay-aux-Roses,

**Article 2 :** de maintenir la valeur forfaitaire des aires de stationnements non comprises dans la surface imposable de la construction à 5 000 €,

**Article 3 :** de fixer le taux majoré de la part communale de la taxe d'aménagement à 9 % sur les secteurs « carrefour de la Cavée », « Boucicaut Nord », « Blagis-Paradis » et « l'îlot Scarron » tels que définis à la présente délibération,

**Article 4 :** d'instaurer un taux majoré de la part communale de la taxe d'aménagement à 18 % sur les secteurs « Ilot L.C.I.E. » et « Ilot Lombart », tels que définis à la présente délibération,

**Article 5 :** la présente délibération sera annexée au Plan Local d'Urbanisme approuvé le 7 mars 2017, et mis jour par arrêté le 25 janvier 2018, le 16 décembre 2019 et le 12 mars 2020,

**Article 6 :** ampliation de la présente délibération et du plan ci-joint sera transmise à :

- Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine,
- Madame la Trésorière Principale,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux,
- Monsieur le Président de l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud - Grand Paris,

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits
Et ont signé les membres présents

**POUR EXTRAIT CONFORME**
**Le Maire**

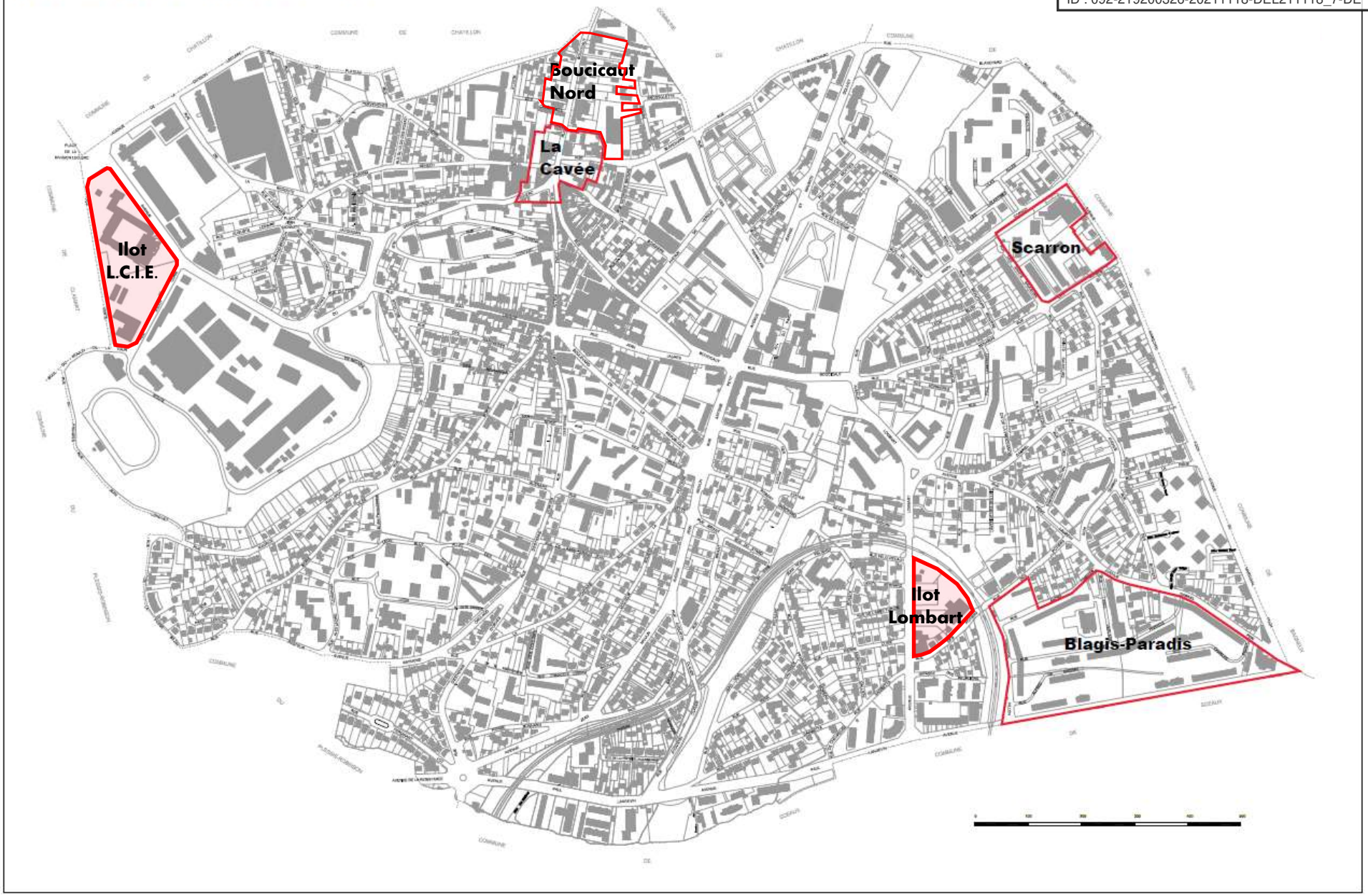
MAIRIE DE FONTENAY-AUX-ROSES * 92260 *

**Laurent VASTEL**

Certifié exécutoire
Compte tenu de la réception
En préfecture le 29/11/21
Publication/Affichage du 02/12/21 au 02/02/22
Pour le Maire par délégation
Le Directeur Général des Services
Nicolas-Yves HENRY

Envoyé en préfecture le 29/11/2021
Reçu en préfecture le 29/11/2021
Affiché le
ID : 092-219200326-20211118-DEL211118_7-DE

# TAXE D'AMENAGEMENT




**Périmètres à taux majoré à 9 %**

**Périmètres à taux majoré à 18 %**

Plan Local d'Urbanisme intercommunal

# 7.8.3.5 Taxe d'aménagement majorée

Vallée Sud
Grand Paris

valleesud.fr

# CONSEIL MUNICIPAL

# SEANCE DU 20 NOVEMBRE 2014

**L'an deux mille quatorze, le vingt novembre à dix-neuf heures trente**, les Membres composant le Conseil Municipal du Plessis-Robinson, régulièrement convoqués à domicile, individuellement et par écrit le 10 novembre 2014, conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au nombre de vingt-huit à la Mairie, sous la présidence de M. PEMEZEC, Maire.

**PRESENTS :**

P. PEMEZEC, Maire,

N. LEANDRI, J. PERRIN, B. ROBIN, B. BLOT, B. FOISY, C. MARE-DUGUER, F. TOUADI, C. HAMIAUX, F. DUCHESNE, A. LARREGLE, C. AUMONT, C. DONIGUIAN, J-E. STEVENON, M. ORLANDO, C. VASSELIN, F. JAN EVANO, V. TEISSIER, C. PECRIAUX, C. HAYS, A. CHEVRIE, S. ROUGER, O. COLLIN DE L'HORTET, C. PELTIER, J. MALARDEL, A. NEDJAR, J-F. PAPOT, C. FAGUETTE DIDI.

formant la majorité des membres en exercice lesquels sont au nombre de TRENTE CINQ.

**ABSENTS EXCUSES :**

J. GONZALEZ absent excusé avait donné pouvoir à F. TOUADI,
E. DUBOIS absente excusée avait donné pouvoir à B. FOISY,
S. DESMANGLES absente excusée avait donné pouvoir à N. LEANDRI,
C. LEROY absent excusé avait donné pouvoir à C. FAGUETTE DIDI,
B. MAUBRAS absente excusée avait donné pouvoir à J-F. PAPOT.

**EN RETARD EXCUSES :**

O. THOMAS absent à l'ouverture de la séance est arrivée à 19h49 et avait donné pouvoir à P. PEMEZEC.
L. OWENS absente à l'ouverture de la séance est arrivée à 19h34 et avait donné pouvoir à B. BLOT.

**Secrétaire :**

Joachim MALARDEL

Produced with scanTOPDF
www.scantopdf.eu
www.scantopdf.eu

*Conseil Municipal du 20 novembre 2014*

**Objet :**
**Urbanisme**
**Modification de la délibération relative à la Taxe d'Aménagement**
**Approbation**

**N° 2014-124**

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.331-2 et suivants,

Vu la délibération du 27 octobre 2011 fixant le taux de la Taxe d'Aménagement à 5% sur l'ensemble de la commune, et exonérant, de ladite taxe, les commerces d'une surface de moins de 400 m²,

Vu l'avis favorable de la commission « Ressources »,

Considérant que la délibération prévoyait un délai d'application « d'un an reconductible », et que les services de l'Etat viennent de faire savoir que cette précision oblige les communes à délibérer de nouveau après 3 ans,

Considérant qu'il est donc nécessaire de reconduire les mêmes taux et exonérations sans mentionner de durée afin que la délibération soit valable sans limite de temps ou jusqu'à ce que le Conseil Municipal décide de modifier ces taux (révisables chaque année avant le 30 novembre),

**APRES EN AVOIR DELIBERE**

**ARTICLE 1ER :**

**APPROUVE** le taux de 5 % sur l'ensemble du territoire communal.

**ARTICLE 2 :**

**APPROUVE** la reconduction de l'exonération totale, en application de l'article L.331-9 du Code de l'Urbanisme, des commerces de détail d'une surface de vente inférieure à 400 m².

**ARTICLE 3 :**

**PRECISE** que la présente délibération est transmise au service de l'Etat chargé de l'urbanisme dans le département au plus tard le 1er jour du 2ème mois suivant son adoption.

**« Adopté »**

**Pour extrait conforme,**
**Le Maire,**
**Philippe PEMEZEC**

Conformément à la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, le présent acte a été télétransmis à la Préfecture de Nanterre le 21 novembre 2014 et publié le 24 novembre 2014.

Bernard GAILLOT
Directeur Général des Services

Produced with Scan TOPDF
www.scantopdf.eu
www.scantopdf.eu

Plan Local d'Urbanisme intercommunal

# 7.9.3.5 Taxe d'aménagement

Vallée Sud
Grand Paris

valleesud.fr

# 9. ZONES SUSCEPTIBLES D'ETRE CONTAMINEES PAR LES TERMITES

## Textes Législatifs et réglementaires de référence :

Arrêté préfectoral n°2004/355 du 22 décembre 2004 classant l'ensemble du Département des Hauts-de-Seine en zone contaminée ou susceptible de l'être par les termites.

**L'ensemble du territoire communal est classé en zone susceptible d'être contaminée par les termites**

## Effets du classement :

Le département des Hauts-de-Seine a été classé en zone contaminée ou susceptible de l'être en 2004.
Pour tout le département, les conséquences sont :

- en cas de vente de tout ou partie d'un immeuble bâti, un état du bâtiment relatif à la présence de termites est joint au dossier de diagnostic technique à la vente.
- en cas de construction ou d'aménagement neuf, des mesures relatives à la protection contre les termites s'appliquent.

***Plus d'information*** sur le site du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie / rubrique termites

# 10. SECTEURS RELATIFS AU TAUX DE LA TAXE D'AMENAGEMENT

Par délibération n°2011/97 en date du 5 octobre 2011, le Conseil Municipal a fixé le taux de la taxe d'aménagement à 5% sur l'ensemble du territoire communal.

Plan Local d'Urbanisme intercommunal

# 7.11.3.3 Taxe d'aménagement

Vallée Sud
Grand Paris

valleesud.fr

# La taxe d'aménagement

La taxe d'aménagement a été instituée sur l'ensemble du territoire avec :

- un taux majoré à 18% sur le secteur des Quatre-Chemins, conformément au plan ci-annexé ;
- un taux à 5% sur le reste du territoire.

Les délibérations mettant en place la taxe d'aménagement sont annexées ci-après.

VILLE DE
SCEAUX
HAUTS - DE - SEINE

En application de la loi n° 82-213 du 2/03/1982 le présent acte a été déposé à la préfecture de Nanterre le ..... 13 OCT. 2011 et publié le ..... 13 OCT. 2011
Le Directeur Général des Services

**Extrait du registre des délibérations du conseil municipal :**
**Objet : Mise en place de la taxe d'aménagement**

Séance du 6 octobre 2011
Convocation du 30 septembre 2011
Conseillers municipaux en exercice : 33

L'an deux mille onze, le six octobre à 19 h 38, les membres composant le conseil municipal de la ville de Sceaux, dûment convoqués par le maire le trente septembre 2011 se sont réunis sous la présidence de Philippe Laurent, maire, à l'hôtel de ville, 122, rue Houdan

Etaient présents :
M. Philippe Laurent, Mme Chantal Brault, M. Jean-Louis Oheix, Mme Sylvie Bléry-Touchet, MM. Jean-Philippe Allardi, Bruno Philippe, Mme Nicole Zuber, M. Hervé Audic, Mmes Isabelle Drancy Fabienne Eckerlein, MM. Philippe Tastes, Thierry Legros, Mmes Monique Pourcelot, Catherine Arnould, Hélène Enard, MM. Jean-Pierre Riotton, Othmane Khaoua, Jean-Michel Grandchamp, Mme Liliane Sillon, MM. Christian Lancrenon, Jean-Jacques Campan, Mme Claude Gaudart, M. Francis Brunelle, Mme Claude Debon

Etaient représentés :
Mme Florence Presson par Mme Sylvie Bléry-Touchet,
M. Patrice Pattée par M. Philippe Laurent,
Mme Catherine Lequeux par M. Jean-Philippe Allardi,
Mme Sabine Vasseur par M. Bruno Philippe,
M. Jean Carlioz par M. Jean-Louis Oheix,
Mme Sakina Bohu-Alibay par M. Othmane Khaoua,
Mme Roselyne Holuigue-Lerouge par Mme Monique Pourcelot,
Mme Marie Claudel par M. Jean-Jacques Campan

Etait excusé :
M. Jean-Pierre Lefèvre

Secrétaire de séance :
M. Othmane Khaoua

Les conseillers présents, formant la majorité des membres en exercice, peuvent délibérer en exécution de l'article L 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Ces formalités remplies,

**DELIBERATION** **N° 11-e-12**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du 6 octobre 2011**

**OBJET : Mise en place de la taxe d'aménagement**

Le conseil,

Après avoir entendu le rapport de Philippe Laurent,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2121-29,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 331-1 à L. 331-46,

Vu le plan local de l'urbanisme approuvé le 6 octobre 2010,

Vu sa délibération du 18 décembre 1981 mettant en place la taxe locale d'équipement au taux de 5 %,

Considérant la bonne couverture en équipement du territoire scéen mais que des renforcements ponctuels peuvent être rendus nécessaires pour l'accueil de nouveaux habitants ou usagers,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité

DECIDE

Article 1er : d'instituer la taxe d'aménagement au taux de 5 % sur l'ensemble du territoire communal.

Article 2 : de fixer la valeur forfaitaire applicable aux aires de stationnement non comprises dans la surface imposable de la construction à 5 000 € par emplacement.

Article 3 : précise que la présente délibération est valable pour une période d'un an. Elle est reconduite de plein droit pour l'année suivante si une nouvelle délibération n'a pas été adoptée dans le délai prévu au premier alinéa de l'article L. 331-14 du code de l'urbanisme.

Article 4 : la présente délibération sera :
- annexée pour information au plan local d'urbanisme,
- transmise aux services de l'Etat en charge de l'urbanisme au plus tard avant le 7 décembre 2011 conformément à l'article L. 331-5 du code de l'urbanisme.

Et ont signé les membres présents
Pour extrait conforme
le maire



VILLE DE
SCEAUX
HAUTS - DE - SEINE

En application de la loi
n° 82-213 du 2/03/1982
le présent acte a été déposé
à la Préfecture de Nanterre
le..... 10 OCT 2013
et publié le... 10 OCT 2013
Le directeur général des services

**Extrait du registre des délibérations du conseil municipal :**
**Objet : Modification du taux de la taxe d'aménagement dans le secteur des Quatre-Chemins**

Séance du 3 octobre 2013
Convocation du 27 septembre 2013
Conseillers municipaux en exercice : 33

L'an deux mille treize, le trois octobre à 19 h 35, les membres composant le conseil municipal de la ville de Sceaux, dûment convoqués par le maire le 27 septembre 2013 se sont réunis sous la présidence de M. Philippe Laurent, maire, à l'hôtel de ville, 122, rue Houdan

Etaient présents :
MM. Philippe Laurent, Jean-Louis Oheix, Mme Sylvie Bléry-Touchet, M. Jean-Philippe Allardi, Mme Florence Presson, M. Bruno Philippe, Mme Nicole Zuber, M. Patrice Pattée, Mmes Isabelle Drancy, Catherine Lequeux, M. Jean-Pierre Lefèvre, Mmes Fabienne Eckerlein, Sabine Vasseur, Monique Pourcelot, Catherine Arnould, M. Jean-Pierre Riotton, Mmes Sakina Bohu-Alibay, Roselyne Holuigue-Lerouge, M. Jean-Michel Grandchamp, Mme Liliane Sillon, M. Christian Lancrenon, Mme Marie Claudel, M. Francis Brunelle, Mme Claude Debon, M. Xavier Tamby

Etaient représentés :
Mme Chantal Brault par M. Philippe Laurent,
M. Hervé Audic par M. Jean-Pierre Riotton,
M. Philippe Tastes par M. Jean-Pierre Lefèvre
M. Jean Carlioz par Mme Sylvie Bléry-Touchet,
Mme Hélène Enard par Mme Monique Pourcelot,
M. Othmane Khaoua par M. Francis Brunelle,
M. Jean-Jacques Campan par Mme Claude Debon

Etait excusé :
M. Thierry Legros

Secrétaire de séance :
Mme Fabienne Eckerlein

Les conseillers présents, formant la majorité des membres en exercice, peuvent délibérer en exécution de l'article L 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Ces formalités remplies,

**DELIBERATION** **N° 13-e-2**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du 3 octobre 2013**

**OBJET : Modification du taux de la taxe d'aménagement dans le secteur des Quatre-Chemins**

Le conseil,

Après avoir entendu le rapport de Patrice Pattée,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2121-29,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 331-1 à L. 331-46,

Vu le plan local de l'urbanisme approuvé le 6 octobre 2010 et modifié le 6 décembre 2012,

Vu sa délibération du 6 octobre 2011 mettant en place la taxe d'aménagement au taux de 5 %,

Vu sa délibération du 28 juin 2012 approuvant le bilan de la concertation du projet des Quatre-Chemins et arrêtant le schéma d'aménagement,

Considérant que l'article L. 331-15 du code de l'Urbanisme prévoit que le taux de la part communale de la taxe d'aménagement peut être défini par secteur et majoré jusqu'à 20%, si la réalisation de travaux substantiels de voirie ou de réseau ou la création d'équipements publics généraux sont rendus nécessaires pour admettre des constructions,

Considérant que la mise en œuvre du projet des Quatre-Chemins nécessite, pour le besoin des futurs habitants et usagers de la zone, la réalisation de travaux de voirie substantiels, d'extension de réseaux et de création d'équipements publics, comprenant notamment :

- la requalification de la rue des Mouilleboeufs, de la place de la Gare et des abords de la gare ;
- le réaménagement de l'avenue Jules Guesde, de l'avenue du Plessis et du carrefour des Quatre-Chemins ;
- la création du sentier des Bouillons ;
- le renforcement des réseaux, nécessaire à la desserte des lots à bâtir ;
- le déplacement du marché de Robinson ;
- l'aménagement du groupe scolaire des Clos Saint-Marcel.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des votants (4 abstentions : Mmes Marie Claudel, M. Jean-Jacques Campan, Mme Claude Debon, M. Xavier Tamby)

DECIDE

Article 1er : de modifier le taux de la taxe d'aménagement selon les modalités suivantes :

- dans le secteur des Quatre-Chemins, délimité sur le plan ci-annexé, le taux de la taxe d'aménagement s'établit à 18 % ;
- dans le reste du territoire, le taux de la taxe d'aménagement n'est pas modifié et s'établit à 5%.

Article 2 : la présente délibération est valable pour une période d'un an. Elle est reconduite de plein droit pour l'année suivante si une nouvelle délibération n'a pas été adoptée dans le délai prévu au premier alinéa de l'article L. 331-14 du code de l'urbanisme.

Article 3 : la présente délibération et le plan ci-joint seront :

- annexés pour information au plan local d'urbanisme,
- transmis aux services de l'Etat au plus tard avant le 4 décembre 2013 conformément à l'article L. 331-5 du code de l'urbanisme.

Et ont signé les membres présents
Pour extrait conforme
le maire



DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE

**VILLE DE SCEAUX**

Délibération du 3 octobre 2013
fixant le taux de la taxe d'aménagement



Secteur dans lequel le taux de la taxe d'aménagement : 5%

Secteur dans lequel le taux de la taxe d'aménagement : 18%

En application de la loi
n° 82-213 du 2/03/1982
le présent acte a été déposé
à la Préfecture de Nanterre
le.....10 OCT. 2013.....
et publié le...10 OCT. 2013.
Le directeur général des services